

NOTRE PLANÈTE



Revue du Programme des Nations Unies pour l'environnement - Septembre 2008



UN PATRIMOINE VIVANT

L'avenir des forêts

NOTRE PLANÈTE

Notre Planète, la revue du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)
PO Box 30552
Nairobi (Kenya)
Tél : (254 20)7621 234
Fax : (254 20)7623 927
Mél : unepub@unep.org

Les numéros de Notre Planète peuvent être consultés sur le site du PNUE
www.unep.org/ourplanet

ISSN 101 - 7394

Directeur de publication : Satinder Bindra
Rédacteur : Geoffrey Lean
Coordinateurs : Naomi Poulton & David Simpson
Coordonnatrice assistante : Anne-France White
Collaborateur spécial : Nick Nuttall
Responsable marketing : Manyahlesha Kebede
Graphisme : Amina Darani
Production : Division de la communication et de l'information du PNUE
Impression : Phoenix Design Aid
Distribution : SMI Books

Les articles figurant dans cette revue ne reflètent pas nécessairement les opinions ou les politiques du PNUE ou des rédacteurs; ils ne constituent pas non plus un compte rendu officiel. Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du PNUE aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

* Dollars (\$) s'entend des dollars des Etats-Unis.

et aussi

page 3 réflexions
page 6 people
page 7 prix et événements
page 12 verbatim et chiffres
page 13 livres
page 23 www
page 24 produits

Carlos Minc, Ministre brésilien de l'environnement et lauréat du Palmarès mondial des 500 du PNUE...



... expose son programme pour gérer durablement les forêts brésiliennes.

cinq défis - page 4

Kevin Conrad, Directeur exécutif de la Coalition pour les nations des forêts tropicales...



... décrit les causes de la déforestation et les remèdes pour inverser la tendance.

un crime impardonnable - page 8

Frances Seymour, Directrice générale du Centre international de recherche forestière internationale...



... explique l'importance de la recherche pour améliorer la situation des forêts dans le monde.

chercher des solutions - page 10

M. Ian Swingland, Fondateur de l'Institut Durrell pour la conservation et l'écologie de l'Université du Kent...



... explique pourquoi il est important d'accorder des crédits pour la réduction des émissions provenant de la déforestation et préconise leur adoption universelle.

crédits carbone - page 14

Nadia Johnson et Cate Owen, Coordonnatrices du Programme pour la justice économique et sociale et le développement durable de l'Organisation des femmes pour l'environnement et le développement (WEDO)...



...font valoir que les forêts, ainsi que les crises alimentaire, énergétique et climatique, doivent être gérées en tenant compte du point de vue des femmes.
des championnes par milliers - page 16

Des membres du Projet pour la survie des grands singes (GRASP) : **Ian Redmond** (Ape Alliance), **Moses Mapesa** et **Aggrey Rwetsiba** (Uganda Wildlife Authority) expliquent pourquoi les forêts ont tout autant besoin des singes et des éléphants que ceux-ci ont besoin d'elles.



beaucoup plus que des arbres - page 18

Sara Scherr, Présidente, Ecoagriculture Partners...



... explique comment les marchés des produits ligneux et des services écosystémiques peuvent aider les communautés à préserver leurs ressources.

commercialiser la conservation - page 20

Roberto S. Waack, Directeur général de Amata S.A. et Président du Forestry Stewardship Council...



... souligne l'importance de la certification pour la foresterie durable.

des lumières dans la nuit - page 25

Rudy Lumuru, Directeur exécutif, et **Norman Jiwan**, chercheur, Sawit Watch, Indonésie...



... réclament le rejet des pratiques les plus nuisibles de production d'huile de palme, au profit de la durabilité.

huile de palme - page 28

Gordon Sumner (alias **Sting**)...



... fait campagne depuis vingt ans pour protéger les forêts pluviales du monde entier.

fragile - page 30

réflexions

par Achim Steiner, Secrétaire général adjoint de l'ONU et Directeur exécutif du PNUE

Comment faire face aux multiples défis que connaît la planète : pauvreté, appauvrissement de la biodiversité, dégradation des sols, conservation des ressources en eau et changement climatique? La solution réside, au moins en partie, dans la mise en place de nouveaux mécanismes financiers, reposant par exemple sur le marché du carbone, afin de s'attaquer à la déforestation et à la dégradation des écosystèmes forestiers.

L'idée n'est pas nouvelle. Elle a été proposée, puis abandonnée, au milieu d'une vive polémique, lorsque le Protocole de Kyoto a été adopté il y a de cela dix ans. Elle est revenue en force depuis 2005, lorsque les pays et les organisations non gouvernementales, réunis à Montréal, ont enfin surmonté leurs divergences de vues pour en discuter les mérites. Cette idée pourrait bien devenir la pièce maîtresse d'un nouvel accord plus complet sur le climat, lorsque les nations se réuniront à Copenhague, fin 2009, pour des négociations qui s'avèreront cruciales.

Ce revirement est à la mesure de l'ampleur du défi auquel l'humanité se trouve confrontée, puisque l'on sait désormais que l'abattage des forêts pourrait être à l'origine du cinquième des émissions globales de gaz à effet de serre. Il reflète également le sentiment que la science et les mécanismes nécessaires au bon fonctionnement du financement amélioré des forêts et des marchés du carbone sont à notre portée. Même les sceptiques reconnaissent aujourd'hui les nombreux bienfaits qui pourraient en découler.

Il est maintenant urgent de démontrer dans la pratique, au moyen de projets pilotes sur le terrain, qu'il est possible de mettre en place rapidement un régime international fonctionnel au titre des Réductions des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD). Ce régime devra comporter des clauses de sauvegarde couvrant des aspects tels que gestion des paiements à verser aux pays en développement, la mise en place d'un système d'assurance pour le cas où des projets REDD s'avèreraient moins qu'optimaux, et la protection des intérêts des populations autochtones et des communautés locales qui doivent bénéficier des services rendus par les écosystèmes forestiers. Le PNUE, le PNUD et la FAO ont joint leurs forces pour démarrer des projets pilotes, grâce à un financement de divers gouvernements, notamment le Gouvernement norvégien, et d'un certain nombre d'organisations philanthropiques partenaires. Ce partenariat, qui soutient la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ainsi que les négociations au titre de la Feuille de route de Bali en prévision de Copenhague, travaille également en étroite collaboration avec la Banque mondiale (en particulier le Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF)), le Fonds pour l'environnement mondial et les gouvernements des pays donateurs, notamment l'Australie et le Royaume-Uni. Alors que 14 mois seulement nous séparent des négociations de Copenhague, il est vital que ces plans et projets soient menés de concert, apportant chacun leurs forces et leurs compétences propres.

Le programme collaboratif PNUE/PNUD/FAO œuvre dans deux directions : d'une part, travailler avec une poignée de pays en développement pilotes pour mettre



en place les capacités et les compétences nécessaires à l'élaboration et à la mise en œuvre de programmes nationaux REDD, y compris les systèmes de paiement; d'autre part, la mobilisation d'un soutien international aux initiatives REDD pour favoriser la coordination et la cohérence des principales questions techniques et opérationnelles concernant le mécanisme REDD, notamment la surveillance et la vérification. Ce programme collaboratif s'efforcera également d'apporter aux discussions sur le climat avec le secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques des expériences positives, à temps pour les négociations sur le climat pour la période après 2012.

La mobilisation de fonds en faveur des pays en développement pourrait s'avérer extrêmement bénéfique en faisant en sorte que la conservation et la gestion des forêts tropicales soient beaucoup plus avantageuses que leur abattage. On estime, par exemple, que l'Indonésie pourrait engranger chaque année 1 milliard de dollars, si le prix du carbone est fixé à juste 10 dollars la tonne, si la déforestation y est ramenée à 1 million d'hectares par an.

Il reste à régler plusieurs questions, notamment veiller à ce que tous les pays susceptibles de bénéficier de ce système puissent le faire. Des nations telles que la République démocratique du Congo ont besoin d'une assistance pour renforcer leur législation en matière d'environnement afin de pouvoir participer à d'éventuels projets REDD et gérer l'impact environnemental des investissements considérables affectés à l'exploitation des ressources naturelles. Dans le cadre du programme REDD lancé en RDC et dans le bassin du Congo, le PNUE a entrepris un projet visant à aider la RDC à mettre en place une législation en matière d'environnement. Des initiatives analogues seront peut-être nécessaires dans d'autres pays.

La communauté internationale et l'Organisation des Nations Unies sont à la croisée des chemins. Le moment est venu de faire appel à des mécanismes fondés sur le marché et autres mécanismes de financement bien conçus pour aider à résoudre quelques-uns des problèmes les plus pressants et les plus difficiles de notre temps. Si nous pouvons aider à mettre en place un cadre fonctionnel et pratique pour les Réductions des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD) nous aurons fait plus pour éliminer la pauvreté, conserver la biodiversité et progresser dans la voie de la durabilité que nous ne l'avons fait dans le passé avec les approches traditionnelles. Un tel succès redonnerait confiance, par ailleurs, dans la possibilité de parvenir à un accord à Copenhague.

Le PNUE encourage les pratiques respectueuses de l'environnement au niveau mondial et dans ses propres activités. Cette revue est imprimée sur du papier 100 % recyclé, en utilisant des encres d'origine végétale et d'autres pratiques respectueuses de l'environnement. Notre politique de distribution a pour objectif de réduire l'empreinte carbone du PNUE.

Photo de couverture © JIM ZUCKERMAN/ Corbis. Les forêts recouvrent le tiers de la superficie terrestre. Elles abritent une bonne partie de la diversité biologique la plus riche de la planète et absorbent des quantités massives de dioxyde de carbone. Cependant, la déforestation se poursuit sans répit et elle est responsable de 20 % Des émissions globales de gaz à effet de serre. A l'heure où les forêts sont en passe de devenir l'un des enjeux majeurs des négociations internationales sur le changement climatique, le présent numéro de Notre Planète jette un regard nouveau sur des moyens qui permettraient d'assurer la survie et le développement de ces écosystèmes.



cinq défis

par Carlos Minc

La menace de la déforestation est l'un des plus grands problèmes que doit affronter le Brésil. Environ 60 % de ses terres, sur six biomes différents sont recouvertes de forêts. La société est de plus en plus consciente de leur valeur, que ce soit pour la biodiversité qu'ils renferment, les fonctions sociales qu'ils fournissent, les biens qu'ils peuvent générer pour satisfaire aux besoins des populations ou les inestimables services environnementaux, tels que la régulation du climat, qu'ils rendent à l'humanité.

Pour le pays, le défi principal et majeur consiste à tenter de réduire la déforestation de manière homogène et permanente dans les six biomes, notamment en Amazonie. Depuis l'avènement du gouvernement du Président Luiz Inácio Lula da Silva, le taux de déforestation de la forêt amazonienne a chuté de 59 %. En conséquence, le pays n'a pas émis plus de 500 millions de tonnes de dioxyde de carbone dans l'atmosphère pour cette période, ce qui équivaut à 14 % de l'ensemble des réductions auxquelles doivent parvenir les pays développés d'ici à 2012. Néanmoins, la tendance à la déforestation est repartie à la hausse depuis le milieu de l'année 2007. C'est pourquoi le gouvernement doit imposer des mesures plus rigoureuses.

Limiter la déforestation et par conséquent réduire les émissions de CO₂ est l'une des contributions les plus notoires que le Brésil peut apporter à l'atténuation du changement climatique. Ce défi deviendra encore plus important à la fin de l'année, grâce à la création du Fonds Amazone, un fonds d'investissement bénévole pour lutter contre la déforestation et promouvoir une exploitation

durable des forêts, qui sera financé par des ressources fournies par les pays, les entreprises et les institutions proportionnellement aux réductions d'émission. Cette initiative part du principe qu'il faut mettre en place des mesures d'encouragement pour éliminer les émissions provenant de la déforestation, en se servant de l'Amazone comme exemple. Le Gouvernement norvégien a déjà déclaré qu'il avait l'intention de faire un premier don important et nous espérons attirer des ressources additionnelles pour préserver l'Amazone et faire la preuve de la viabilité des mesures incitatives présentées par le Brésil lors des réunions de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Le deuxième défi consiste à planter un million d'hectares de forêt par an d'ici à 2011. Cet objectif tient compte non seulement de la demande connue pour des produits forestiers traditionnels, mais également du potentiel futur pour de nouveaux types de produits à valeur ajoutée. Entre 2003 et 2007, la zone de plantation annuelle est passée de 320 à 630 milliers d'hectares et la part des petits producteurs de 8 % à 25 % de ceux qui ont planté des forêts : l'objectif est d'atteindre 30 % en 2011.

Le troisième défi est d'accroître de 3,5 millions à 15 millions d'hectares la zone de forêt naturelle placée sous gestion forestière durable et pour cela, les meilleures options semblent être les concessions forestières, découlant de la loi sur la gestion des forêts domaniales, adoptée en mars 2006 ainsi que la gestion par les communautés.



La première concession forestière sera adjugée dans la Forêt nationale de Jamari (Rondônia), où 90 000 (soit près de 40 %) de ses 220 000 hectares seront gérés. Le choix des concessionnaires s'effectue par mise aux enchères publiques, assortie de critères sociaux et environnementaux ainsi que d'une obligation de payer pour exploiter les ressources forestières. L'Union retirera des bénéfices financiers de l'exploitation de ses ressources naturelles, lesquelles seront utilisées pour la surveillance, l'inspection et la réglementation des forêts ainsi que pour soutenir des activités forestières durables.

La gestion durable permet à la forêt de s'auto-protéger. La déforestation a un effet complètement inverse, car la forêt est entièrement rasée pour que la terre puisse être affectée à une autre utilisation. Dans le cadre de la gestion durable, les ressources forestières sont exploitées uniquement si sa biodiversité, sa structure et sa fonctionnalité ne sont pas menacées. Cette stratégie essentiellement écologiste permet à de nombreux autres produits, outre le bois, d'être exploités, tels que les fruits, les semences, les résines, les huiles, les services, etc. Il est nécessaire de proposer à la vente du bois certifié et étiqueté écologique car cette mesure aidera à lutter contre l'exploitation illicite.

Le changement climatique et la demande en matière de nouveaux produits forestiers constituent les deux derniers défis. Le changement climatique est une réalité et il est essentiel d'en connaître la dynamique si le Brésil veut à la fois préserver ses forêts et les exploiter durablement. Les recherches effectuées au Brésil indiquent que la hausse des températures dans la région de l'Amazone, qui

devrait se situer entre 2 et 3 degrés d'ici à 2050, ainsi que la diminution consécutive des pluies, pourraient transformer 30 à 60 % de la forêt en savane, ce qui aura un effet sur la biodiversité, la santé humaine et la disponibilité de ressources naturelles telles que l'eau.

La perspective de pouvoir produire de l'énergie à partir de la biomasse forestière est l'un des attraits des nouveaux produits forestiers. La deuxième génération de biocarburants provient de la forêt, ainsi que de l'agriculture. La demande potentielle en la matière représente une occasion extraordinaire pour les forêts brésiliennes, laquelle justifie une augmentation des investissements et une connaissance approfondie de leur dynamique.

Nous savons bien que si nous voulons préserver non seulement la forêt amazonienne et d'autres biomes brésiliens importants, tels que la forêt atlantique et le Cerrado, nous devons innover et prendre de nouvelles mesures qui ne se limitent pas à de simples fonctions de commande et de contrôle. A cet effet, il nous faut tout d'abord incorporer la chaîne de production à des initiatives de développement durable et promouvoir des mesures qui, conjuguées à des efforts de préservation, offrent des choix économiques aux individus, essentiellement aux petits agriculteurs et aux propriétaires fonciers, afin de les encourager à garder nos forêts debout. Ainsi, nous pourrions relever un défi prodigieux, tant dans l'intérêt des environnementalistes que de la préservation de la planète elle-même. PNUE

Le joueur de basket **YAO MING**, l'une des plus grandes stars du sport chinois et l'un des plus célèbres athlètes du monde, a partout des millions de fans. Sélectionné à cinq reprises pour la All-Star NBA, il joue comme centre pour les Houston Rockets depuis 2002, et il fait partie de l'équipe nationale chinoise depuis l'âge de 18 ans. Avec ses 2,29 mètres de haut, il est également le plus grand de la NBA. Aux Jeux Olympiques de Beijing, Yao Ming a porté la flamme olympique sur la place Tiananmen et c'est lui qui était le porte-drapeau de son pays pour la cérémonie d'ouverture. Mais il ne se distingue pas seulement par ses qualités d'athlète et son statut d'icône en Chine. Il dit toujours ce qu'il pense et défend avec ardeur les causes qui lui tiennent à cœur, qu'il s'agisse des jeunes défavorisés



ou du VIH-SIDA. En 2006, il s'est engagé à ne plus consommer de potage aux ailerons de requin — plat très populaire en Chine — dans le cadre d'une campagne pour la protection des requins menacés d'extinction. Ses références écologiques ont tout naturellement amené le PNUE à le choisir comme son tout premier Champion de l'environnement. A ce titre, il collaborera avec les gouvernements, le secteur privé et le grand public pour promouvoir une gestion intelligente de l'environnement. « En tant que sportif, je suis convaincu que le sport a un rôle capital à jouer dans la défense de l'environnement. Je travaillerai donc avec des jeunes du monde entier pour tenter de les convaincre de planter des arbres, d'utiliser des ampoules économes en énergie, de recueillir l'eau de pluie et de se transformer en défenseurs de l'environnement au sein de leur communauté », a déclaré Yao lorsque la nouvelle a été annoncée.

En 2007, **ALMIR LE CHEF DES INDIENS SURUI**, considérant sa parcelle de forêt pluviale amazonienne sur le site Google Earth, s'est rendu



compte de l'étendue du déboisement. Il a alors décidé qu'il était temps « de poser son arc et ses flèches et de se mettre à son ordinateur portable ». Il a demandé à Google de lui fournir des images satellitaires haute définition pour permettre à sa tribu de traquer ceux qui abattent illicitement des arbres sur les 240 000 hectares de superficie de sa réserve et alerter le reste du monde sur la destruction de l'Amazonie. Un partenariat était né. Aujourd'hui Google s'efforce de mettre au point des images satellitaires plus précises de la région et apprend aux membres de la tribu à naviguer sur la Toile et à exploiter les données cartographiques. Le Chef Suruí a pour ambition d'arriver à ce que les membres de sa tribu utilisent des ordinateurs reliés à l'Internet par satellite et exploitent les images haute définition de Google pour surveiller tous les coins de leur réserve. Ils pourront alors prouver aux autorités que la forêt est en cours de destruction et leur demander d'intervenir, ou bien ils pourront dissuader les abatteurs et les mineurs lorsque ceux-ci sauront qu'ils sont surveillés. L'année dernière, Google Earth s'est aussi associé au PNUE pour montrer des images avant et après la destruction de l'environnement.

En Australie, la nomination de **PENNY WONG** au poste de Ministre responsable des changements



climatiques et de l'eau a commencé par un coup d'éclat lorsqu'elle a accompagné le Premier ministre Kevin Rudd à Bali pour la Conférence internationale sur les changements climatiques, en décembre 2007, où Rudd s'est rendu célèbre en ratifiant le Protocole de Kyoto. En sa qualité de Ministre chargé des changements climatiques, il lui incombe d'amener son pays à intervenir face aux changements climatiques. C'est une question d'importance cruciale pour l'Australie, victime d'une grande sécheresse pour la septième année consécutive. Jusqu'à présent, tout ne s'est pas passé sans remous et l'opposition, l'industrie et les écologistes n'ont pas ménagé leurs critiques au gouvernement de Kevin Rudd, qui s'efforce de trouver un équilibre entre les réductions des émissions et la protection de la compétitivité de l'Australie. Mais selon Penny Wong, le Gouvernement fédéral reste déterminé à faire en sorte que le projet australien de commerce des émissions, premier mécanisme permettant d'atteindre l'objectif de réduction des émissions à long terme, démarre bien en 2010.

Les organisations environnementales sont connues pour leurs campagnes provocatrices mais elles sont peu nombreuses à pouvoir se targuer de bénéficier du concours d'acteurs célèbres dans le



monde entier. La campagne télévisuelle la plus récente organisée par Conservation International présente **HARRISON FORD** dans un rôle peu confortable : il a la poitrine scotchée sur la caméra pour bien faire comprendre que « Chaque parcelle de forêt pluviale qui est arrachée là-bas est aussi une blessure réelle pour nous ici ». Cela peut surprendre venant de celui qui est mieux connu pour ses prouesses au lasso comme héros des films d'Indiana Jones et pour ses rôles de vedette dans des douzaines d'autres films populaires au cours de ses quarante ans de carrière. Et pourtant

Harrison Ford est aussi un écologiste fervent qui collabore, depuis plus de 15 ans, avec Conservation International et son conseil d'administration dont il est maintenant vice-président. Son engagement en faveur de l'environnement a été largement reconnu — les témoignages les plus récents en sont le Prix mondial d'écologie que lui a décerné le Centre international d'écologie tropicale et le Prix mondial du citoyen écologique du Centre pour la santé et l'environnement mondial. Il est également président honoraire du Prix d'Indianapolis qui récompense la protection des animaux. L'acteur a également fait don de près de la moitié de sa propriété dans le Wyoming au Jackson Hole Land Trust à des fins de conservation.

On ne saurait parler de forêts sans mentionner **WANGARI MAATHAI**, lauréate du Prix Nobel, à l'origine d'une vaste campagne de plantation



d'arbres ces dernières années. En 1977, Wangari Maathai a fondé le mouvement Ceinture Verte, organisation environnementale populaire qui a déjà planté plus de 40 millions d'arbres au Kenya, sa terre natale, afin de prévenir l'érosion des sols. En 2004, elle est devenue la première femme africaine à recevoir le Prix Nobel de la Paix pour « sa contribution au développement durable, à la démocratie et à la paix ». Wangari Maathai a également été l'inspiratrice de la Campagne du PNUE pour un milliard d'arbres, qui a atteint son objectif en novembre 2007 et qui vise maintenant les 7 milliards d'arbres d'ici la Conférence sur les changements climatiques qui se tiendra à Copenhague en 2009. Elle a dernièrement été investie de la fonction de co-présidente du Fonds pour la protection des forêts du bassin du Congo, initiative lancée en juin 2008. Ce fonds a pour objectif de soutenir des propositions novatrices visant à faire en sorte que les forêts du bassin du Congo aient plus de valeur sur pied qu'abattues.

prix et événements

Conférence sur les changements climatiques à Poznan



Quelques 8 000 délégués du monde entier vont se réunir à Poznan, en Pologne, du 1er au 12 décembre pour la quatorzième session de la Conférence des Parties à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Cette conférence, qui se tiendra dans le prolongement de celle de Bali en décembre 2007, verra se poursuivre les négociations en vue de parvenir à un accord post-Kyoto sur les changements climatiques avant la date butoir fatidique de la réunion de Copenhague en décembre 2009. La réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'adaptation aux changements climatiques, l'introduction de nouvelles technologies et les nouvelles sources de financement seront au nombre des principales questions qui retiendront l'attention de la conférence.

www.cop14.gov.pl

Il s'agit d'un nouveau Prix qui sera remis pour la première fois en mai 2009 pour récompenser, les meilleures interventions face aux catastrophes environnementales. Organisé conjointement par le PNUE, Green Cross et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), ce prix sera décerné à des personnes, des gouvernements ou des organisations dont les efforts et les initiatives ont été exemplaires pour prévenir des crises et des catastrophes environnementales, s'y préparer et y réagir, en particulier en prévoyant à l'avance l'impact possible des changements climatiques. Ce Prix permettra en quelque sorte de sensibiliser l'opinion publique à la prévention des crises environnementales et à la nécessité d'y faire face en attirant positivement l'attention sur ceux qui participent à des missions de secours et envoient des experts sur le terrain. Son objectif est de mettre en évidence l'impact des catastrophes naturelles ou anthropiques sur l'environnement et l'importance capitale de l'aide humanitaire pour réagir d'urgence à ces situations.

www.unep.org

Sixième Forum mondial pour le développement durable



Le sixième Forum mondial pour le développement durable aura lieu à Brazzaville (Congo) du 27 au 31 octobre 2008. La dépréciation économique des ressources naturelles, comme c'est le cas par exemple pour les bassins hydrologiques et les forêts du Congo, sera l'une des questions. Ces questions occuperont une place toujours plus importante dans le débat international qui conduira aux négociations de 2009 sur les changements climatiques et à l'Année internationale des forêts en 2011 dont l'objectif est de « promouvoir la gestion, la conservation et le développement durables des forêts dans le monde ». Les activités économiques liées aux forêts assurent la subsistance de 1,6 milliard de personnes dans le monde entier et les forêts jouent aussi un rôle capital pour atténuer les effets des changements climatiques et protéger la diversité biologique. Environ 350 km² de couvert forestier disparaissent chaque jour du fait notamment de sa transformation en terres agricoles, de l'abattage insoutenable du bois, d'une gestion irrationnelle des sols et de l'implantation d'établissements humains.

<http://www.un.org/esa/forests/2011/2011.html>

Congrès mondial de la nature de l'UICN



L'Union mondiale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN) tiendra son Congrès mondial à Barcelone, du 5 au 14 octobre 2008. Quelques 8 000 décideurs de premier plan en matière de développement durable représentant des gouvernements, des ONG, les milieux d'affaires, les organismes des Nations Unies et les milieux universitaires participeront aux débats, aux ateliers et à des cours de formation sur des thèmes tels que « Un climat nouveau pour le changement » et « Sauvegarder la diversité de la vie ». Le Congrès élira également le nouveau Président de l'UICN et son Conseil.

www.iucn.org/congress/

Green Star Award



Le Prix Zayed pour l'environnement a été décerné à Tierramérica, un service d'information sur l'environnement parrainé par le PNUE, pour « son engagement en faveur de l'environnement qui a abouti à des changements positifs de la société ». Le bulletin d'information et les émissions hebdomadaires de ce service sont repris par 20 périodiques et 400 stations de radiodiffusion en Amérique latine, apportant ainsi des nouvelles sur l'environnement à des milliers de personnes, depuis 1995. Le service d'information a récemment ouvert le Centre international Tierramérica pour le développement durable et la défense de l'environnement à Manaus, ville située au cœur de l'Amazonie brésilienne. Le Centre ouvrira Tierramérica à la recherche et à la formation afin de faire connaître ce que l'Amérique latine peut apporter dans le dialogue entre universitaires, journalistes, organismes internationaux et organisations de la société civile dans le domaine du développement durable. Trois anciens ministres de l'environnement d'Amérique latine sont à la tête du Comité consultatif du Centre : Marina Silva du Brésil, Mariano Arana de l'Uruguay et Yolanda Kakabadse de l'Equateur.

www.zayedprize.org.ae

Les festivals de rock et de jazz virent au vert



Deux festivals de musique norvégiens réputés se sont associés à la lutte internationale contre les changements climatiques en s'affiliant au Réseau du PNUE pour un climat neutre (CN Net) – la communauté en ligne de pays, villes, entreprises et organisations qui s'efforcent de réduire leurs émissions. Le premier est le Festival de musique rock de Hove qui, cette année, a eu entre autres pour vedettes Beck, Duffy, et le rappeur Jay-Z. Le deuxième, Canal Street, est un festival de jazz et de blues dont l'édition 2008 a été marquée par la présence des groupes légendaires John Mayall et les Bluesbreakers et les Waterboys. Ces deux festivals d'été pensent qu'ils pourraient ensemble, en partenariat avec le PNUE, tracer la voie d'un mouvement de festivals de musique écologiques. Leur objectif premier est la mise en place d'un réseau de festivals de musique qui puissent apprendre les uns des autres et s'encourager mutuellement à être encore plus viables à l'avenir – en Europe dans un premier temps, puis éventuellement en Asie et en Amérique du Nord.

www.hovefestival.com
www.canalstreet.no

20ème anniversaire du GIEC



Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), créé en 1988 par le PNUE et l'Organisation météorologique mondiale, a célébré son 20ème anniversaire en tenant une session spéciale à Genève, du 31 août au 4 septembre. Le GIEC a partagé le prix Nobel de la Paix en 2007 avec Al Gore, ancien Vice-Président des Etats-Unis, en reconnaissance des efforts qu'ils déploient pour réunir plus de connaissances sur les changements climatiques dus aux activités humaines et les diffuser, et pour jeter les bases des mesures à prendre pour lutter contre ces changements.

www.ipcc.ch/meetings/session29.htm

Prix Zayed pour l'environnement



un crime impardonnable

par Kevin Conrad

La déforestation et la dégradation des forêts sont peut-être le plus grand crime de l'humanité contre notre planète. A eux seuls, ces deux phénomènes sont responsables de 20 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre et sont la principale cause de l'appauvrissement de la diversité biologique, de l'extinction d'espèces et de la perte d'habitats. Les émissions de gaz à effet de serre perturbent le climat, les formations nuageuses et le régime des précipitations; elles multiplient les inondations et intensifient le ruissellement, réduisant ainsi les ressources en eau potable. Elles diminuent les moyens de subsistance là où les sols sont minces et pauvres, et provoquent l'érosion et la désertification. Elles favorisent la propagation des maladies, ajoutant ainsi au fardeau de la santé publique, et diminuent les taux naturels de pollinisation et la productivité agricole. La liste est longue ...

Le phénomène n'est pas nouveau mais il y a désormais tout lieu d'espérer. De nouveaux marchés intériorisant le coût des services rendus par les écosystèmes pourraient représenter une révolution conceptuelle. Mais pour que les succès soient durables, il faudra davantage de réalisme économique et moins de sentimentalisme écologique. Et tout d'abord, il nous faut cesser de vouloir trouver un coupable à tout prix.

Notre entreprise humaine, en constante expansion, a détruit près de la moitié des forêts de la planète, soit près de 4 milliards d'hectares au cours du dernier millénaire, pour l'essentiel aux Etats-Unis, en Europe, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Aux Etats-Unis, près de 90 % des forêts vierges ont été défrichées. Plus récemment, la déforestation a gagné les pays en développement, au taux alarmant de 13 millions d'hectares par an. L'histoire montre que la déforestation peut être enrayerée, mais elle devra être surmontée plus tôt dans les économies tropicales en développement que dans les économies des pays aujourd'hui riches.

La déforestation est un phénomène complexe. Toutefois, ramenée à sa plus simple expression, elle résulte du fait que l'on accorde plus de valeur aux forêts abattues qu'aux forêts sur pied. Si les forêts tropicales disparaissent, c'est parce que nous ne payons pas pour les services multiples et inestimables que rendent leurs écosystèmes — tels que la stabilisation du climat, l'engendrement

des précipitations, la pollinisation des cultures, la fertilité des sols, la sécurité alimentaire, l'élimination des déchets, la purification de l'eau, le contrôle des inondations, la lutte contre les ravageurs et l'offre de loisirs. L'économie classique, qui considère les services rendus par les écosystèmes comme des « biens communs » et donc gratuits pour tous, est au premier chef responsable.

Ainsi donc, ces services étant sans valeur économique, les communautés rurales qui en sont tributaires et qui prennent soin des forêts doivent chercher ailleurs leurs moyens de subsistance. Pour ces communautés, engagées dans la lutte pour la vie, conserver les terres boisées signifie renoncer aux gains qui proviendraient de la conversion de ces terres boisées à d'autres usages. Bon nombre sont ceux qui déboisent leurs terres en échange de produits de base de moindre valeur (bois d'œuvre, production de viande, huile de palme, soja, café, cacao). Or, les marchés mondiaux des produits de base n'ont guère changé depuis l'ère coloniale.

Ces survivances économiques d'un autre temps ont des effets pervers et absurdes. L'environnement est dévasté, les communautés rurales ne peuvent s'extirper de la pauvreté et les riches rejettent le blâme sur d'autres. Ils invoquent la mauvaise gouvernance et la corruption. Or, que ce soit dans les pays industrialisés ou dans les pays en développement, ces fléaux ne sont pas les moteurs de la déforestation, mais les symptômes de structures de marchés obsolètes. Les marchés sont régis par la demande et c'est là que nous devons trouver les leviers du changement. Nous devons ignorer les symptômes pour rechercher la cause des problèmes, et cesser de blâmer pour trouver des solutions.

Il faut donner aux communautés rurales les moyens de se développer sans déboiser. Les dirigeants du monde entier doivent réinventer les marchés pour un avenir durable. Une telle évolution ne se fera pas, bien entendu, du jour au lendemain. D'autant que nous sommes accoutumés, dans nos sociétés, à bénéficier gratuitement des services rendus par les écosystèmes. Des réglementations strictes devront être mises en place pour sous-tendre les nouveaux marchés et créer la demande nécessaire; et toutes les parties prenantes devront mener à terme un processus par étape visant à développer les marchés dans le sens voulu.

Le Protocole de Kyoto nous a beaucoup appris, notamment que les efforts doivent être volontaires, globaux, menés par les pays en développement (et leurs communautés rurales), et être transparents dans des contextes nationaux variés. Un ensemble d'outils sera nécessaire aux pays tropicaux à différents stades de développement :

- **Fort couvert forestier** : Cycle de développement à son tout début; faibles taux de déforestation; densités de population généralement faibles; coûts d'opportunité relativement bas (Congo, Guyana, Papouasie occidentale, etc.)
- **Taux de déforestation élevé** : Cycle de développement faible à modéré; densités de population en augmentation; PIB par habitant faible à modéré; coûts d'opportunité en hausse (Bolivie, Brésil, Cameroun, Papouasie-Nouvelle-Guinée, etc.)
- **Régénération des forêts** : Cycle de développement intermédiaire; densités de population plus élevées; PIB par habitant modéré; coûts d'opportunité plus élevés (Chine, Costa Rica, Inde, etc.)

A chaque stade correspondent des capacités analytiques, intellectuelles, juridiques, institutionnelles et politiques différentes. Les pays tropicaux passeront, chacun à son rythme, par des étapes de mise en œuvre spécifiques :

- **Préparation et développement des capacités (1ère étape)** : Analyse, évaluation des institutions, étude de la situation juridique, élaboration de politiques. Ces activités devront s'accompagner de projets de démonstration en prévision d'une mise en œuvre plus vaste.
- **Mise en place d'un système de contrôle élargi (2ème étape)** : Mise en œuvre d'un éventail élargi d'activités nationales, sous-nationales et locales, et de

projets conçus comme une première étape vers la mise en place de systèmes nationaux de comptabilisation du carbone et conduisant à des réductions d'émission mesurables, comptabilisables et vérifiables.

- **Réductions des émissions dans le cadre des mécanismes du marché (3ème étape)** : Réductions mesurables, comptabilisables et vérifiables des émissions dans le cadre de marchés de réductions obligatoires donnant lieu à compensation. Ces réductions seront appliquées dans le cadre d'un système national de comptabilisation du carbone à l'échelon approprié (national, sous-national, projet) pour chaque approche nationale ou cadre incitatif.

Des ressources substantielles devront être mobilisées, et il faudra que ce financement soit prévisible, durable et suffisant, et que les fonds soient alloués dans la transparence. Une mise en œuvre efficace ne pourra se faire que si les marchés sont confiants que les coûts d'opportunité liés aux activités d'utilisation des sols auxquelles on aura renoncé seront remplacés. Un financement doit donc être associé à chaque étape : à commencer par l'aide publique au développement (APD), combinée ensuite avec des sources liées aux marchés (allocations de permis d'émission par vente aux enchères, frais de transaction, etc.) et, enfin, l'autorisation d'accéder pleinement aux marchés mondiaux de réduction des émissions.

Selon les dernières estimations, 20 milliards de dollars par an environ seront nécessaires pour réduire de moitié les émissions de carbone résultant de la déforestation. Les forêts séquestrent environ 3,3 milliards de tonnes de CO₂ chaque année. Un tel investissement serait donc judicieux, ne serait-ce que pour ce seul service rendu par cet écosystème. Le prix du carbone étant aujourd'hui d'environ 33 \$/tCO₂, les communautés rurales en possession de la plupart des forêts sont, en réalité, en train de subventionner les émissions de carbone des riches à hauteur de 100 milliards de dollars par an.

Pour ralentir, enrayer et inverser la déforestation sur toute la planète, il nous faudra concevoir, mettre en place et réglementer de nouveaux marchés bien conçus qui attribueront une juste valeur aux services rendus par les écosystèmes tropicaux, donnant ainsi aux communautés rurales les moyens de gagner décemment leur vie tout en protégeant leurs forêts et leur environnement.

La communauté wagu en bordure du fleuve Sepik en Papouasie-Nouvelle-Guinée a récemment voté l'annulation de sa concession d'abattage, estimant que les forêts et les rivières, qui avaient pourvu à tous ses besoins pendant des milliers d'années, pouvaient continuer de le faire. Aujourd'hui, toutefois, cette communauté se sent prise au piège. En effet, si les modes de vie traditionnels lui permettaient de survivre, ils n'ont guère préparé ses enfants à faire face à un avenir qui s'annonce complexe. Cette communauté se retrouve aujourd'hui avec une école sans enseignants, un dispensaire sans médicaments, et aucun hors-bord pour livrer le poisson et les produits frais sur le marché. Malgré tout, cette communauté se rappelle comment subsister, tandis que beaucoup d'autres l'ont oublié dans la ruée vers le modernisme.

Dans notre monde actuel, certaines compagnies se font des milliards en cherchant à nous vendre des gadgets sur l'Internet. Certains pays encaissent des milliards en vendant des carburants fossiles qui polluent notre atmosphère, tandis que d'autres gagnent des milliards en fabriquant des produits de grande consommation bon marché dont l'humanité n'a nul besoin. Google vaut 150 milliards de dollars, tandis que les dernières grandes forêts tropicales de la planète, sur pied, ne valent rien. Ceci est-il juste?

Ensemble, nous devons reconstruire notre système de valeurs. De nouveaux marchés environnementaux doivent soutenir les pays tropicaux qui s'efforcent d'instaurer un développement durable, en engendrant des « milliards » à partir des services rendus par les écosystèmes de forêts vierges que l'humanité a jusqu'ici exploités gratuitement.

Un leadership audacieux est requis des deux côtés de la fracture économique pour mettre fin à ce crime contre notre planète. Mais il y a de l'espoir. Car en sauvant les forêts, peut-être pourrons-nous réapprendre à vivre. 



chercher des solutions

par Frances Seymour

Imaginez un monde dans lequel les forêts demeurent au premier plan des préoccupations internationales et qui est conscient de leur importance pour préserver les moyens de subsistance des populations rurales et le flux des biens et services écosystémiques au profit de la société. Dans un tel monde, le processus de décision relatif aux forêts s'appuie sur des connaissances scientifiques solides et des principes de bonne gouvernance et tient compte de la situation des pays en développement et des populations tributaires des forêts. Les décideurs politiques ont accès aux meilleures informations et analyses possibles, alors que les gestionnaires des forêts au niveau des gouvernements, de l'industrie et des communautés forestières disposent des outils et des méthodes les plus appropriés.

La recherche peut aider à faire de cet idéal une réalité, au moins par quatre moyens.

Premièrement, en remettant en cause la science traditionnelle sur laquelle se fondent les politiques et la gestion. Dans de nombreux domaines d'activités humaines, les idées les plus couramment acceptées ne sont pas toujours étayées par les faits sur le terrain. Prenez par exemple plusieurs questions importantes pour la gestion des forêts dans les tropiques : les forêts contrôlent-elles les inondations? La conversion en terres cultivables est-elle durable? La pauvreté est-elle la principale cause de la déforestation? La déforestation a-t-elle toujours un effet plus négatif pour les pauvres? La commercialisation de produits forestiers non ligneux protège-t-elle la biodiversité? La décentralisation débouche-t-elle sur une amélioration de la gestion des forêts?

La science traditionnelle répond simplement par oui ou par non à chacune de ces questions, mais la recherche a montré que ces réponses pouvaient dans certaines circonstances, induire en erreur, en tant que cadre d'orientation des politiques et pratiques forestières.

Par exemple, la recherche a montré que le rapport entre le couvert forestier et l'hydrologie est complexe, qu'il dépend du sol, de la pente, de l'intensité des pluies et autres variables. La végétation forestière contribue certainement à atténuer des inondations à petite échelle, mais on dispose de moins de preuves s'agissant de la capacité supposée des forêts à prévenir les types d'inondations massives qui ont donné lieu à des interdictions d'abattage dans certains pays. En outre, planter des arbres peut avoir un grand nombre d'incidences tant sur la variation que sur le volume du débit d'eau.

Le rapport entre les forêts et la pauvreté n'est pas aussi simple. Les ménages pauvres jouent un rôle en transformant les lisières des forêts en terres agricoles (ce qui améliore souvent leur niveau de vie). La recherche a notamment mis en lumière certaines causes sous-jacentes de la déforestation, notamment les politiques gouvernementales qui favorisent l'accès aux forêts en construisant des routes et récompensent l'abattage des arbres par des titres de propriété foncière. Dans de nombreux cas, les principaux agents de la déforestation ne sont pas du tout les pauvres, mais des entreprises qui coupent les forêts naturelles au profit de l'agriculture commerciale, de l'élevage du bétail ou des plantations arboricoles.

En matière de gestion des forêts, la bonne réponse aux questions les plus importantes est donc : « ça dépend ». La recherche peut contribuer à déterminer les facteurs qui permettront de trouver les bonnes réponses et aider les décideurs et les professionnels à élaborer des réponses adaptées à chaque situation.

Deuxièmement, la recherche peut être éclairante tant pour les gagnants que pour les perdants. Elle peut surtout mettre en avant les effets d'autres politiques forestières en matière d'équité, ce qui est primordial. Comme les forêts sont importantes pour la subsistance de centaines de millions de pauvres, tout changement au niveau de leur gestion risque de détériorer encore la situation des communautés les plus vulnérables du monde. Inversement, en modifiant la manière dont les ressources forestières sont gérées on peut renforcer les droits, améliorer le bien-être de ces communautés et garantir que les biens publics sont gérés dans l'intérêt du public et non du privé.

Par exemple, des études ont montré que de nombreuses réglementations élaborées pour contrôler la récolte et le transport de produits forestiers ont eu des conséquences involontaires pour les petits exploitants agricoles qui ont beaucoup plus de difficultés à gagner leur vie à partir de la foresterie durable. Personne n'arrête un agriculteur qui apporte son riz ou son blé au marché, mais s'il transporte du bois, du charbon ou d'autres produits forestiers, il peut être arrêté à de nombreuses reprises, sous prétexte de vérification de permis et/ou pour demander des pots de vin. La recherche a également montré comment les mesures de répression de

l'abattage illégal souvent largement médiatisées, frappent en général le type avec une scie à la main plutôt que le gros poisson avec le compte en banque.

C'est pourquoi les réglementations forestières doivent être réformées pour rééquilibrer le jeu en faveur des pauvres. La recherche peut aider à identifier les méthodes les plus efficaces pour atteindre les objectifs politiques tout en évitant les coûts et les réglementations inutiles.

Le troisième rôle de la recherche consiste à procéder à des évaluations forestières, à susciter des prises de décision et à élaborer des outils de gestion que les professionnels pourront adapter à un grand nombre de circonstances : gestion des forêts naturelles pour la production ou la conservation, développement de plantations pour des produits intermédiaires industriels, ou réhabilitation des forêts dégradées.

L'importance de la recherche dans l'élaboration de meilleures pratiques pour réduire l'impact de l'abattage en est un exemple. Elle a montré comment des changements plutôt simples au niveau de la planification, des techniques de récolte et de la gestion post récolte peuvent faire une différence considérable pour ce qui est des dommages collatéraux causés au sol, à la végétation et à la vie sauvage pendant l'extraction du bois. Ces résultats peuvent contribuer à élaborer des politiques régissant les concessions de bois ainsi que les pratiques des industriels du bois.

La recherche peut également aider les organismes gouvernementaux, les organisations non gouvernementales et les compagnies privées à adopter des approches plus efficaces et équitables pour travailler avec les communautés en tant que partenaires de la gestion forestière. Elle a par exemple montré comment les approches de gestion des forêts peuvent avoir des effets négatifs involontaires pour les femmes si les politiques attribuent les rôles de prise de décision, la terre ou les crédits au « chef de famille » (qui sont supposés être des hommes). Les horaires et la structure des réunions communautaires peuvent également influencer grandement sur l'importance de la participation des femmes.

Compte tenu de l'incroyable diversité des écosystèmes forestiers et des communautés forestières, il est encore plus important que les gestionnaires posent les bonnes questions, au lieu de se contenter d'appliquer des méthodes qui ont fonctionné ailleurs. La recherche peut aider à organiser ces questions « en dossiers d'information » afin de soutenir un processus de décision ouvert.

Enfin et surtout, la recherche peut aider les décideurs politiques et les gestionnaires forestiers à faire face à une évolution de la situation. La mondialisation économique et le changement climatique ne sont que deux des forces qui font que les défis qu'il faudra relever à l'avenir en matière de gestion des forêts seront très différents des difficultés qu'il a fallu surmonter par le passé.

A une époque où le commerce et les investissements sont mondialisés, les décisions prises de l'autre côté de la planète peuvent avoir des effets tant sur les marchés des produits forestiers que sur les prix des marchandises qui font concurrence aux forêts pour la terre. La recherche peut nous aider à anticiper les pressions que les tendances en matière de commerce et d'investissements exerceront sur les forêts ainsi que les leviers politiques disponibles qui permettront de les atténuer. Par exemple, une analyse du scénario peut aider à une meilleure prise de décisions sur quand et où investir dans de nouvelles installations de traitement du bois, sur la base de la disponibilité probable de produits intermédiaires fabriqués légalement et durablement.

Le changement climatique est le prochain grand défi qu'il faudra relever et la recherche forestière doit de toute urgence fournir des informations pour gérer tant l'atténuation que l'adaptation. L'intérêt des pays forestiers et des investisseurs potentiels dans la réduction des émissions provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts (REDD) doit être associé à une connaissance des moyens les plus efficaces, efficients et équitables pour que les transferts financiers internationaux fassent réellement évoluer la situation sur le terrain. La recherche peut également aider à mieux faire comprendre quelles sont les démarches à entreprendre dès à présent pour renforcer la résilience des forêts aux impacts du changement climatique, et garantir un flux continu de biens et de services forestiers vers les communautés, les économies nationales et le monde, en général.

La recherche pluridisciplinaire est indispensable pour nous aider à mettre en place un nouveau projet pour les forêts. Il ne s'agit plus uniquement de sylviculture. 

verbatim



© AFP/Gallo Images

« Si vous regardez où se trouvent les gisements de pétrole et de gaz [en Amazonie], vous voyez qu'ils coïncident parfaitement avec les endroits où la biodiversité est la plus abondante. »

Commentaire de Matt Finer, membre du groupe environnemental américain « Save America's Forests » à propos d'une étude sur les terres prospectées par les sociétés de production d'énergie

« Pour beaucoup de pays en développement, la seule façon de faire face aux changements climatiques et d'en tirer quelques avantages est de lutter contre la déforestation. »

Yvo de Boer, Secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

« Les discussions sur la déforestation sont un stratagème des pays développés pour échapper à leurs engagements de réduction des émissions de carbone. »

Ishaku Huzi Mshelia, responsable de l'initiative Energie propre et Environnement sûr au Nigeria

« La découverte d'une population si importante de gorilles des basses terres occidentales dans la République du Congo (125 000) est une nouvelle absolument fantastique pour cette sous-espèce et pour les écologistes, mais soyons prudents et ne cédon pas à la complaisance. »

Jillian Miller, Directeur exécutif du groupe écologiste The Gorilla Organization

« En perdant nos racines, nous perdons notre identité. Nous sommes perdus dans les grandes villes qui nous aliènent. C'est à notre Terre nourricière que se rattachent nos liens et nos traditions. Dès que nous quittons nos terres, nos structures linguistiques et familiales se dissolvent. »

Luis Evelis Andrade, Président de l'Organisation nationale des populations autochtones de Colombie (ONIC)

« L'Indonésie aura un potentiel additionnel d'absorption de 2,4 millions de tonnes de carbone si le Gouvernement parvient à mobiliser la population pour planter 100 millions d'arbres d'ici fin 2008. »

MS Kaban, Ministre indonésien des forêts

« Le plus grand danger pour les cèdres du Liban, ce sont les changements climatiques. »

Nizar Hani, Coordonnateur des activités scientifiques de la Réserve naturelle des cèdres du Barouk au Liban

« Le secret pour sauver l'Amazonie et le reste des grandes forêts pluviales du monde est en fait très simple : il suffit de fixer un prix équitable pour le rôle qu'elles jouent en fournissant un quart de l'oxygène et un cinquième de l'eau douce, et en abritant 60 % des espèces de faune et de flore. »

Johan Eliasch, le millionnaire suédois qui a acheté quelque 160 000 hectares de terres en Amazonie brésilienne, près de la ville fluviale de Manicore

chiffres

30 %

C'est le pourcentage de la superficie terrestre recouverte de forêts – soit un peu moins de 4 milliards d'hectares à un tiers de moins qu'avant l'apparition de l'agriculture il y a 10 000 ans. — Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

18 %

C'est le pourcentage des émissions mondiales de gaz à effet de serre qui sont dus à la déforestation. — Etude Stern

13 millions d'hectares

C'est le rythme annuel du déboisement mondial, c'est-à-dire une superficie équivalent à celle de la Grèce ou du Nicaragua. — Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

60 %

C'est la quantité de dioxyde de carbone de plus stockée par les forêts naturelles vierges par rapport aux forêts de plantation. — Université nationale d'Australie

310 kg

C'est la quantité de papier que l'Américain moyen utilise chaque année. La quantité moyenne de papier utilisée par habitant dans le monde est de 50 kg. — chiffres fournis par l'industrie

125 000

C'est le nombre de gorilles des basses terres occidentales trouvés le 5 août dans les forêts peu accessibles de la République du Congo. — Associated Press

48 %

C'est le pourcentage des 634 espèces et sous-espèces connues de primates menacées d'extinction. Les estimations précédentes, il y a 5 ans, étaient de 39 %. — Union mondiale pour la nature (UICN)

115,55 mètres

C'est la hauteur de l'arbre le plus haut du monde, un séquoia découvert dans une forêt perdue de Californie et surnommé « Hypérion ». — San Francisco Chronicle

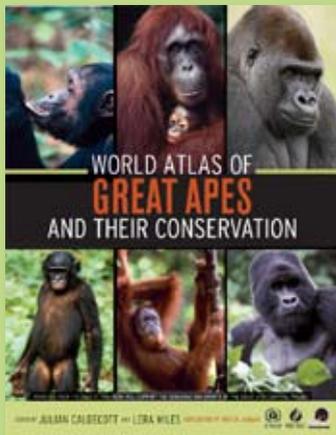
45 %

C'est le pourcentage de tous les imprimés et photocopies qui sont jetés à la corbeille avant la fin de la journée. — shrinkpaper.org

21 milliards de dollars

C'est la somme que le Brésil veut réunir au cours des 13 prochaines années pour le Fonds pour sauver l'Amazonie, lancé le 31 juillet par le Président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva. — Reuters

Atlas mondial sur les grands singes et leur protection

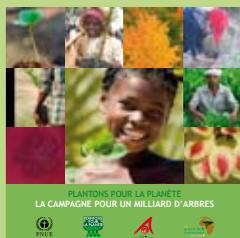


Cet atlas ambitieux dresse le bilan des connaissances actuelles sur les six espèces de grands singes : chimpanzés, bonobos, orangs-outans de Sumatra, orangs-outans de Bornéo, gorilles des montagnes, gorilles des basses terres

occidentales. Réalisé en association avec le projet du PNUE pour la survie des grands singes (GRASP), l'atlas réunit les données disponibles les plus récentes et les plus complètes sur le comportement et l'écologie de chaque espèce, notamment les caractéristiques de leur habitat, le rôle écologique des grands singes et les conséquences éventuelles de leur déclin. Le grand nombre de cartes et d'illustrations en couleur rend les informations accessibles à une vaste audience, depuis les décideurs jusqu'au lecteur ordinaire. L'atlas donne également des renseignements sur les travaux entrepris par différentes organisations à l'appui de la protection des grands singes ainsi que des détails sur les lieux où elle est le plus nécessaire et le plus susceptible d'être efficace.

Plantons pour la planète — la Campagne pour un milliard d'arbres

La Campagne du PNUE pour un milliard d'arbres a suscité une énorme vague d'enthousiasme dans le monde entier. A ce jour, près de 2,3 milliards d'arbres ont été plantés sur tous les continents. Ce livret de 80 pages est un hommage aux milliers de personnes qui ont contribué à cette campagne — des enfants aux grandes sociétés, des groupes de femmes aux technocrates, des danseurs aux diplomates, des cultivateurs aux pouvoirs publics.



Togu et les arbres de vie

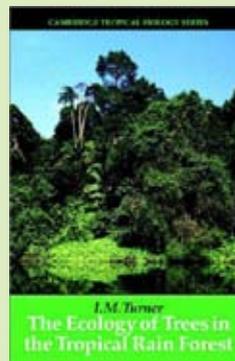
Dans le cadre de la série de bandes dessinées du PNUE sur l'environnement s'adressant aux enfants, Togu entraîne ses lecteurs dans un voyage vers les forêts tropicales de l'Asie du Sud-Est. Il étudie le conflit entre les modes de vie traditionnels et le monde moderne au travers de l'amitié entre deux enfants de culture différente qui, ensemble, trouvent une solution pour protéger la forêt sans pour autant arrêter le progrès économique.



www.unep.org/publications

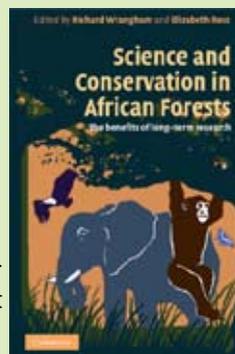
L'écologie des arbres dans la forêt pluviale tropicale

I.M. Turner (Cambridge Tropical Biology Series, 2008). Nos connaissances actuelles de l'écologie des arbres des forêts pluviales tropicales sont limitées; en effet, les informations détaillées dont nous disposons ne concernent que quelques centaines à espèces, sur les milliers de variétés qui existent. Il est pourtant indispensable de bien connaître les arbres pour arriver à comprendre le mode de fonctionnement de la forêt elle-même. Cet ouvrage a pour but de résumer ce que nous savons aujourd'hui de l'écologie des arbres des forêts pluviales tropicales. Il met l'accent sur l'écologie comparative, une méthode qui peut aider à identifier les tendances éventuelles de l'adaptation et les limites de l'évolution et permettre aussi d'arriver à une classification écologique pratique des variétés d'arbres, en simplifiant conceptuellement la catégorie des forêts pluviales et en la rendant plus accessible à l'analyse.



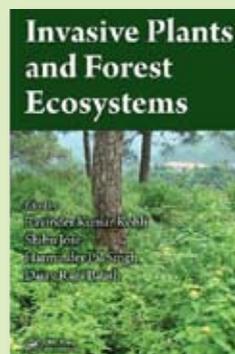
Science et préservation des forêts africaines : avantages de la recherche à long terme

Richard Wrangham, Elizabeth Ross (Cambridge University Press, septembre 2008). Cette étude de cas a pour but d'amener les chercheurs et les écologistes à collaborer pour promouvoir la biodiversité par des projets de terrain. Prenant pour exemple le Parc national de Kibale en Ouganda, cette étude illustre les conséquences très diverses qu'a eues la recherche biologique pour la préservation de la nature. Elle examine les effets de la recherche sur la gestion des habitats, les relations communautaires, l'écotourisme et la formation. Bien que ce projet concerne avant tout le Parc national de Kibale, les enseignements qui en ont été tirés au cours des vingt dernières années ne manqueront pas d'inciter les chercheurs et les écologistes à collaborer en vue de promouvoir la diversité biologique par des projets de terrain.



Espèces envahissantes et écosystèmes forestiers

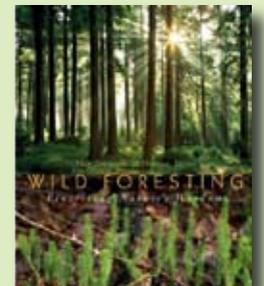
Ravinder Kumar Kohli, Shibu Jose, Harminder Pal Singh, Daizy Rani Batish (CRC, septembre 2008). A mesure que la population mondiale augmente et que le commerce se globalise, les mouvements transfrontières d'espèces végétales, depuis leur lieu d'origine jusqu'à des régions éloignées, s'intensifient et devraient se



poursuivre au cours des prochaines décennies. Cet ouvrage donne un aperçu général de l'impact écologique des espèces envahissantes qui représente 300 milliards de dollars par an en dommages et en coûts de lutte contre ces parasites au niveau mondial, en mettant en lumière les problèmes considérables qu'elles posent aux responsables de la gestion des ressources naturelles.

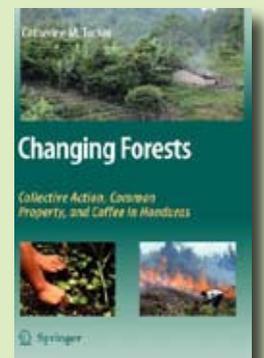
Boisement sauvage : mise en pratique de la sagesse de la nature

Alan Drengson, Ducan Taylor (New Society Publishers, octobre 2008). Le boisement sauvage favorise l'utilisation responsable des forêts, établit des liens entre les savoirs autochtones et réunit une grande variété de pratiques locales adaptées à des forêts uniques dans le monde entier. Cette anthologie complète explique comment le boisement sauvage est pratiqué dans le monde et elle décrit des études de cas menées en Amazonie, en Australie, en Norvège et en Thaïlande; elle donne également des informations générales sur certains domaines : agriculture et artisanat sauvages, thérapie de l'aventure et remise en état des écosystèmes.



Forêts en évolution : action collective, propriété commune et café au Honduras

Catherine M. Tucker (Springer, 2008). S'appuyant sur la recherche ethnographique et documentaires, cet ouvrage étudie la façon dont la communauté autochtone Lenca de La Campa au Honduras a conservé et transformé ses forêts communales à travers les époques (colonialisme, nationalisation, production du café pour l'exportation). Malgré divers problèmes, des images satellitaires montrent que le couvert forestier s'est étendu depuis que la communauté a interdit l'abattage des arbres en 1987. Les populations autochtones ont créé une réserve de bassins hydrographiques et des coopératives agro-forestières et elles conservent les forêts dans le contexte d'une stratégie énergétique de défense de leurs moyens de subsistance. Cet ouvrage amalgame écologie politique, théories d'action collective et analyse institutionnelle pour étudier l'évolution des populations et des forêts au travers de périodes de transition socio-économiques et politiques regroupées en trois phases principales : la période pré-moderne, la période d'exploitation et d'intervention de l'Etat, à l'origine d'une dégradation importante du couvert forestier, et la période récente au cours de laquelle la production de café pour l'exportation a transformé les droits de propriété et la perception qu'ont les populations des nouvelles dimensions écologiques et économiques des forêts.



crédits carbone

par Ian Swingland



Au rythme actuel de la déforestation, les services environnementaux des principales forêts du monde s'effondreront bien avant que le dernier arbre ait été coupé ou que le dernier hectare ait été rasé. Plus d'un milliard d'êtres humains sont tributaires des forêts et si elles continuent à disparaître, les régimes pluviométriques, les cycles hydrologiques et la productivité des sols seront affectés dans des pays qui sont désormais les principaux fournisseurs de riz, de graines, de sucre, de bœuf et autres denrées alimentaires essentielles au reste du monde.

Les émissions de gaz à effet de serre provenant de la perte et de la dégradation des forêts dans le monde en développement sont considérables tant en termes d'ampleur que d'impact, et représentent plus de 20 % du total attribuable à l'ensemble des activités humaines de la planète. Elles dépassent les émissions totales provenant de la combustion du gaz naturel et de tous les moyens de transports de la planète. En outre, leur impact sur les cinq prochaines années réduira à néant les gains acquis par les pays industrialisés au cours de la même période dans le cadre du Protocole de Kyoto.

Dans le même ordre d'idée, endiguer la déforestation est un moyen extrêmement rentable de limiter les émissions de gaz à effet de serre. Des recherches ont permis de déterminer que sur la plupart des sites, les activités de déboisement génèrent assez peu de revenus pour chaque tonne de CO₂ émis, ce qui laisse supposer qu'il pourrait être plus rentable de ne pas déboiser que de mettre en place des activités pour lutter contre le changement climatique.

Le problème c'est que dans les régions tropicales en développement, tout est bon pour couper un arbre ou ne pas en planter, alors que c'est le contraire dans les régions tempérées développées! Tout cela est bien loin de ce que moi, et beaucoup d'autres comme moi, voulions faire il y a 40 ans lorsque nous avons décidé de lutter pour un monde meilleur. C'était également l'objectif du Protocole de Kyoto que de réduire les gaz à effet de serre responsables du changement climatique, mais les pays en développement ont été exclus, bien que certains fassent partie des plus gros pollueurs. Les groupes de pression et autres ont détourné les règles en fonction de leurs propres intérêts, excluant les importants puits de gaz à effet de serre, c'est-à-dire les forêts, des marchés réglementés d'échanges de carbone au titre du Mécanisme pour un développement propre (ou les pays développés peuvent aider ceux en développement et obtenir des crédits pour les réductions d'émission, grâce notamment à des projets de reboisement). Certains gouvernements, tels que celui des Etats-Unis d'Amérique, n'étaient pas convaincus qu'il pourrait fonctionner conformément aux règles qui avaient finalement été adoptées.

La Banque mondiale a constaté que l'absence de marchés pour les services environnementaux nationaux et internationaux offerts par les forêts a contribué au rythme élevé de la déforestation dans les pays en développement. Il n'existe actuellement aucun mécanisme capable de compenser les pays pour les coûts d'opportunité résultant de la non déforestation. Des plans en vue de créer un tel mécanisme, octroyant des crédits pour des réductions d'émission provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts dans les pays en développement (REDD) ont été encouragés lors de la réunion de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CNUCC), organisée à Bali en décembre dernier. Grâce à des mesures d'incitation adaptées, les mécanismes pour encourager la REDD pourraient se révéler très avantageux pour les petits exploitants agricoles, les écosystèmes et le climat mondial.

Les scientifiques et économistes qui s'intéressent au changement climatique, exhortent le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne à inclure des crédits carbone pour les forêts dans le système européen d'échanges de crédits d'émission (EU-ETS) à partir de 2013 et, notamment, en prévision de l'inclusion éventuelle de crédits pour la REDD. Néanmoins, la Commission de l'Union européenne a recommandé d'exclure ces crédits du Mécanisme EU-ETS lors de sa prochaine phase. Elle fait valoir que les crédits REDD ne peuvent être utilisés de manière fiable car ils ne représentent manifestement pas des réductions réelles, vérifiables, additionnelles et permanentes des émissions. Elle estime également que les crédits, si autorisés, inonderaient le marché européen empêchant toute amélioration véritable et permanente de l'infrastructure énergétique et de

production de l'UE. Cependant, certains éléments disponibles et indiscutables permettent de réfuter ces arguments.

Nous disposons dorénavant des outils scientifiques et techniques pour mesurer et suivre les réductions d'émission provenant de la déforestation. Nous en savons suffisamment pour définir des scénarios de référence : depuis le début des années 90, les changements qui interviennent dans les forêts dans les pays en développement sont mesurés avec certitude depuis l'espace. Notre capacité à évaluer les stocks de carbone dans certaines forêts s'est considérablement améliorée au cours des dix dernières années : nous avons mis au point des méthodes prudentes pour garantir que nous pouvions réduire au minimum les risques de sur ou sous-évaluation avec une marge d'erreur de plus ou moins 5 %. Les nouvelles technologies et approches actuellement mises au point permettront de réduire encore les incertitudes. Ainsi, les défis techniques pour contrôler, vérifier et quantifier la REDD sont et continueront d'être relevés, pour que les marchés puissent dorénavant fonctionner avec intégrité. De nouveaux investissements sont nécessaires pour mettre immédiatement ces instruments à la disposition des pays pauvres, ce qui ne pourra se faire qu'à l'aide de mesures d'incitation économiques suffisamment importantes.

Les mécanismes de REDD proposés (tels que prévus par la décision de Bali) aborderont les problèmes des fuites et de la permanence qui ont entravé jusqu'à présent le débat sur l'octroi des crédits. Les réductions des émissions provenant de la déforestation, si mesurées par rapport à un scénario de référence national (ou au plus près) sont, par définition, nettes de toute fuite à l'intérieur du pays, le seul type de fuite normalement pris en considération aux effets de la Convention-cadre. Rien n'est par définition intrinsèquement éphémère ou « transitoire », s'agissant de la REDD, tant que le rythme de la déforestation diminue véritablement et que les pays concernés s'en tiennent à un scénario de référence qui exige la conservation des forêts à long terme en tant que condition préalable à l'octroi de crédits. Par conséquent, ces arguments ne permettent pas de justifier l'exclusion de la REDD de l'UE ou de tout autre marché.

L'expérience ne permet pas non plus de soutenir l'argument en faveur des « vannes ». Tous ceux qui prédisent que les crédits REDD inonderont rapidement les marchés européens du carbone sous-estiment considérablement les obstacles que doivent surmonter les pays en développement. D'importants cadres institutionnels nationaux sont nécessaires, des mécanismes de préparation doivent être élaborés et des politiques et mesures efficacement mises en place sur le terrain. En outre, les Parties à la Convention-cadre ont décidé que « les règles du jeu » seraient négociées avant de fixer les objectifs de réduction, pour que ceux-ci tiennent compte de tout mécanisme de contrôle des coûts ou autre mécanisme de flexibilité convenu. Elles prévoient également presque certainement la mise à disposition d'une petite part d'uniquement de crédits potentiels pour une année donnée, sur la base des rythmes historiques et prévisibles de déforestation. Dans tous les cas, l'EU-ETS pourrait simplement imposer une limite à l'inclusion du carbone provenant des forêts, notamment de la REDD, égale à un volume annuel déterminé (ou à un pourcentage des engagements de réduction des opérateurs concernés) comme proposé dans la législation américaine la plus avancée. Cette décision relève entièrement du Parlement européen et du Conseil des ministres.

La participation active des pays en développement à un éventuel régime international de lutte contre le changement climatique, conformément au principe de responsabilité commune mais différenciée, qui est essentielle pour réaliser l'objectif ultime de la Convention-cadre, fait depuis longtemps partie de la stratégie de l'Union européenne. L'exclusion des crédits carbone pour les forêts, et notamment l'impossibilité même de prévoir l'inclusion possible de la REDD dans l'EU-ETS, envoie précisément un signal négatif. Toutes les mesures d'incitation possibles doivent être prises dès maintenant pour encourager les réformes institutionnelles dans les pays en développement en vue de contrôler et d'atténuer la déforestation. En perdant les forêts de la planète, nous perdons le combat contre le changement climatique, et dans le même temps, nous réduisons les ressources en eau potable, limiterons l'accès à l'énergie, accélérerons la perte des espèces et anéantirons tout espoir de voir se proliférer les entreprises locales. 

des championnes par milliers

par Nadia Johnson
et Cate Owren



L'Organisation des femmes pour l'environnement et le développement (WEDO) a reçu en 2006 le prix des Champions de la Terre. Ce prix est décerné tous les ans à sept personnalités ayant contribué de manière significative à la protection et à la gestion durable de l'environnement.

Chaque numéro de la revue Notre Planète présente les vues d'un des champions du PNUE. Pour en savoir plus sur les Champions de la Terre du PNUE, consulter le site <http://www.unep.org/champions/>



Les femmes sont depuis longtemps des championnes de la terre, elles gèrent les ressources naturelles et pourvoient aux besoins de leurs familles et de leurs communautés. C'est pourquoi lorsque l'Organisation des femmes pour l'environnement et le développement (WEDO) a reçu le prestigieux prix du PNUE voilà deux ans, elle l'a accepté au nom des millions de femmes dans le monde qui passent un nombre incalculable d'heures tous les jours à aller chercher de l'eau, à faire pousser des aliments, à préparer la cuisine et à récolter du bois. Les crises interdépendantes entraînées par l'augmentation des prix alimentaires et de l'insécurité, les coûts exorbitants des combustibles et l'instabilité climatique ont rendu leurs tâches encore plus difficiles.

Les forêts jouent un rôle majeur dans ces domaines, en fournissant le bois, le combustible et l'oxygène dont dépendent les communautés et les écosystèmes. Elles doivent être également envisagées sous l'angle des femmes, car dans la plupart des cas, celles-ci ne possèdent ni parcelles de forêt, ni droits de propriété foncière et par conséquent, elles n'ont pas vraiment leur mot à dire sur la manière de gérer les forêts ou autres territoires. Cette situation débouche sur des politiques discriminatoires qui font plus de mal que de bien aux populations les plus vulnérables.

Tout le monde sait que les femmes sont les principales responsables de la gestion des ressources naturelles au sein de leur foyer et de leur communauté. En cas de pénurie alimentaire et de ses marchés, de catastrophe climatique ou lorsque la terre est convertie au profit de la production à grande échelle de biocarburants, ce sont les femmes qui sont les plus touchées, tant du fait de leur dépendance unique par rapport aux ressources environnementales que de leur rôle central dans la gestion de celles-ci. Comme le proclame le Mouvement mondial pour les forêts pluviales, « les forêts fournissent les trois éléments qui sont vitaux pour les femmes : les aliments, les carburants et le fourrage ».

Let Sadou Diouf, du village de Gadiag (Sénégal), donne un aperçu de ce qui se passe sur le terrain. « Nous les femmes, nous devons nourrir nos familles », déclare-t-elle, « Le bush dans ma région devenu désertique ne compte plus que quelques arbrisseaux et on ne sait plus où aller chercher du bois. Il est interdit de couper les acacias. Si on se fait attraper, on doit payer une amende ... Un jour, après avoir longtemps marché, comme je n'avais pas trouvé assez de bois, j'ai utilisé certaines branches pour cuisiner. Mais comme cela ne suffisait pas, j'ai découpé ma bassine en plastique pour alimenter le feu ... Après, j'ai dû aussi utiliser le banc en bois sur lequel j'étais assise ... »

Le climat est en train de changer maintenant. Ce sont ceux qui y ont le moins contribué, ceux qui peuvent le moins se protéger contre ses effets, et les oubliés des politiques élaborées pour y faire face qui en subissent le plus les conséquences. Les femmes, soit la majorité de la population mondiale vivant dans la pauvreté, sont parmi les plus exposées et au fur et à mesure que le climat change, elles sont confrontées à une pauvreté exacerbée et féminisée, à la faim et à la perte de leur logis, aux risques sanitaires du fait de l'augmentation des maladies infectieuses et transmissibles par vecteur qu'à la violence. Pourtant, on ne tient toujours pas compte de leur expérience et de leurs compétences lors des négociations officielles pour lutter contre la crise climatique. Et il est grand temps que cela cesse.

Dans les pays en développement, les femmes sont souvent en majorité des agricultrices. L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) souligne que dans le monde, elles « produisent plus de 50 % des aliments cultivés » et représentent près de la moitié de la main d'œuvre agricole de la planète, mais sont toujours pour la plupart sans terre. Les femmes sont également souvent les principaux pourvoyeurs de nourriture pour leurs familles et les plus touchées par l'augmentation des prix alimentaires, due en partie à la culture extensive de biocarburants. Et alors qu'elles supportent le fardeau de la conversion des terres, elles ne recueilleront aucun des bénéfices socio-économiques promis par les biocarburants, quels qu'ils soient. Comme l'indique Vandana Shiva, membre

fondateur de WEDO : « Les biocarburants industriels ne sont pas les carburants des pauvres; ce sont les aliments des pauvres transformés en chaleur, en électricité et en transport ».

La FAO a récemment montré que le rapport entre sécurité alimentaire et changements climatiques est directement lié aux rôles différents des hommes et des femmes, et que les décideurs politiques devraient tenir spécifiquement compte de l'égalité entre les sexes et de la répartition des tâches en fonction des sexes. L'égalité entre les sexes est dorénavant en général considérée comme une condition préalable au développement durable, et les femmes doivent être intégrées de toute urgence aux discussions sur l'alimentation, l'énergie et le climat. Jusqu'à présent, ces négociations ont dépeint les femmes comme des victimes de ces problèmes mondiaux, mais elles ont également une contribution précieuse à apporter.

Rares sont les communautés qui ne souffrent pas des effets des crises alimentaire, énergétique et climatique, et pour un grand nombre d'entre elles, le facteur essentiel est la déforestation. Le groupe des femmes rurales sénégalaises, le Regroupement des femmes de Popenguine, qui vivent entre les mangroves de la côte atlantique et une région de sols rocaillieux, ont pu constater les problèmes suscités par la déforestation et l'exploitation des ressources dans leurs communautés. Comme décrit dans Gender, Climate Change and Human Security, un rapport récemment publié par WEDO et comprenant un chapitre sur le Sénégal rédigé par ENDA, elles ont décidé de maîtriser la dégradation des ressources naturelles et de protéger leur environnement, pour régénérer les mangroves et replanter une partie de la forêt qui avait disparu. Leurs efforts contribuent à lutter contre la désertification, à protéger la biodiversité et à atténuer les effets du changement climatique même si ce n'est qu'à petite échelle.

Les femmes trouvent des moyens de faire face à la mutation de leur environnement afin de nourrir leur famille, de satisfaire aux besoins de leur communauté et de protéger la planète. Wangari Maathai, membre fondateur de WEDO, a montré l'exemple en lançant le Mouvement ceinture verte, un programme communautaire de plantation d'arbres pour lutter contre la déforestation, l'érosion des sols et la pénurie d'eau, lequel est devenu un réseau environnemental mondial et un vecteur d'autonomisation des femmes. Les groupes de femmes rurales continuent de se charger du reboisement, pas seulement pour atténuer le changement climatique, mais aussi en tant que réponse logique aux besoins de leurs communautés.

Une telle action, tant à petite qu'à grande échelle, devrait influencer directement les décisions politiques nationales, régionales et mondiales. Les groupes de femmes sont des autorités sur ces questions et doivent être consultés directement, considérés et soutenus en tant que telles. Des mesures doivent être prises dès maintenant pour limiter les risques d'impacts plus considérables et plus graves.

Le WEDO s'efforce de diffuser au niveau mondial les leçons apprises au niveau local, afin de contribuer à la formulation de décisions politiques sur le changement climatique tenant compte des points de vue des femmes ainsi que de leurs droits. Elles recensent les meilleures pratiques et les leçons tirées de l'expérience, et préconisent des politiques nationales qui prennent en considération les points faibles et le savoir-faire des populations. Son projet intitulé MisFortune 500, produit une série de dossiers thématiques, le premier concernait les biocarburants, sur le rôle des entreprises dans les crises alimentaires, énergétiques et climatiques, envisagées du point de vue des femmes.

Une intervention immédiate pour atténuer les émissions de gaz à effet de serre responsables du réchauffement climatique, est cruciale pour lutter contre la crise climatique, dévastatrice pour les forêts et les communautés qui en sont tributaires tant dans les pays en développement que dans les pays développés, notamment les femmes et autres groupes vulnérables. Mais les femmes doivent être intégrées aux processus de décisions. 

beaucoup plus que des arbres

par Ian Redmond,
Moses Mapesa et
Aggrey Rwetsiba

A la question qu'est-ce qu'une forêt? On vous répondra presque toujours « Un endroit avec beaucoup d'arbres ». Une réponse incontestable mais loin d'être complète. La surface forestière a augmenté et diminué à plusieurs reprises, survécu aux époques glaciaires, servi de refuge aux plantes et aux animaux assurant ainsi leur évolution et leur recolonisation de la Terre pendant les périodes interglaciaires. Séparées pendant des centaines de générations, les espèces ont évolué différemment ce qui les a souvent empêché de se croiser lorsque les parcelles de forêts se sont rejointes. Des espèces très proches mais distinctes ont vu le jour, créant ainsi l'étonnante biodiversité de la planète. Aujourd'hui, la dégradation des forêts due aux activités humaines est toutefois trop rapide pour permettre aux processus écologiques naturels qui entretiennent la vie d'évoluer normalement. (Ce qui, soit dit en passant, rend absurde l'expression « foresterie durable » appliquée à un cycle de coupe de quelques décennies dans des forêts naturelles, alors que les arbres qui sont abattus sont vieux de plusieurs centaines d'années).

L'évolution commune des semences ainsi que des animaux mangeurs de fruits, (agents de dispersion des semences) a conduit à une dépendance mutuelle. Ces semences ont développé une couverture externe tellement résistante, pour survivre au passage par le transit intestinal des animaux, qu'il est fort peu probable qu'elles puissent germer sans avoir été mastiquées, avalées et partiellement digérées. Et bien sûr, les excréments d'animaux fournissent les engrais nécessaires. Une étude récente réalisée en Amérique latine a montré que les jeunes plants étaient beaucoup moins nombreux dans les forêts où la chasse est une pratique courante et où le nombre de primates a été fortement réduit. Ainsi, si les forêts doivent survivre à long terme, il ne suffit pas de protéger les arbres en interdisant l'abattage; la chasse, et notamment celle d'espèces essentielles telles que les primates et les éléphants, doit également cesser ou être limitée à des niveaux légaux et durables.

En Afrique et en Asie du Sud-Est, les singes comptent parmi les agents disperses de semences les plus importants, et du fait de leur masse corporelle

ils constituent également des cibles de choix pour les chasseurs de viande de brousse. Au fur et à mesure que les forêts lointaines sont ouvertes à l'abattage des arbres ou converties en terres agricoles, ils sont parmi les premières espèces à être extirpées. La diminution des singes a suscité des inquiétudes croissantes au niveau international conduisant le PNUE à lancer le Partenariat relatif au Projet pour la survie des grands singes (GRASP) en 2001. Enregistré lors du Sommet mondial sur le développement durable, il comprend dorénavant l'UNESCO, les conventions environnementales, les gouvernements de l'ensemble des 23 pays où vivent des grands singes, plusieurs gouvernements donateurs, des ONG qui se consacrent à leur préservation et quelques entreprises du secteur privé. Le GRASP encourage l'idée que les grands singes constituent un atout précieux, et que tant la réduction de la pauvreté que le développement durable peuvent tirer parti de leur survie. Le Partenariat a signé la Déclaration de Kinshasa et adopté une Stratégie mondiale en 2005 lors d'une réunion intergouvernementale de l'ONU accueillie par la République démocratique du Congo (RDC), au cours de laquelle il a été décidé d'utiliser à la fois des méthodes de conservation traditionnelles et un développement durable en faveur des pauvres pour garantir que les gorilles, les chimpanzés, les bonobos et les orang-outan continuent de jouer leur rôle dans les forêts d'Afrique, de Bornéo et de Sumatra.

Les singes sont également nos plus proches cousins, et il est difficile de ne pas être fasciné par leur intelligence, leur force et leur comportement social complexe. Dans quelques zones, les scientifiques ont réussi à gagner la confiance de singes sauvages, tels que les gorilles des montagnes d'Ouganda, du Rwanda et de RDC. Ils ont ainsi pu étudier de manière appropriée leur vie de famille pour la raconter ensuite dans des livres et des documentaires, et faire de l'observation des singes une industrie touristique florissante.

En Ouganda par exemple, les gorilles et les chimpanzés attirent environ 20 000 visiteurs par an. Les permis pour visiter les gorilles et les chimpanzés ont rapporté 4,7 millions de dollars pour la seule année 2007. Avec les hôtels et les autres services, plus de 70 000 emplois ont été créés, plaçant l'industrie



du tourisme au premier rang des sources de devises étrangères de l'Ouganda, et rapportant au pays environ 300 millions de dollars par an. Les communautés qui vivent autour des parcs nationaux où se trouvent les grands singes bénéficient d'un programme de partage des revenus. A ce jour, 181 projets communautaires, y compris des cliniques, des écoles, des centres communautaires, des ponts, des routes, des camps de brousse appartenant aux communautés locales, des moulins à maïs ainsi qu'un réseau d'approvisionnement en eau, ont été construits grâce à l'argent rapporté par les gorilles et les chimpanzés.

Les forêts sont souvent considérées comme les poumons de la planète. Grâce à la technologie moderne tout le monde peut dorénavant comprendre qu'il ne s'agit pas là d'une simple métaphore. Les situations météorologiques de la terre ont été simulées en séquences accélérées à l'aide d'ordinateurs puissants, permettant de condenser une année en quelques minutes et de mettre clairement en évidence le rôle joué par les forêts tropicales. La vapeur d'eau est aspirée dans l'atmosphère par évapo-transpiration à partir des trois blocs forestiers tropicaux (Amazone, Bassin du Congo et Asie du Sud-Est), donnant naissance à des pluies locales et arrosant les cultures à des milliers de kilomètres de distance dans les zones tempérées. L'eau n'est pas le seul service écosystémique fourni. Les forêts échangent également du CO₂ contre de l'oxygène, elles piègent et stockent le carbone, réduisent l'érosion des sols, fournissent de l'ombre ainsi que des fruits, des plantes médicinales, du rotin et autres produits forestiers non-ligneux. Tous les êtres vivants en profitent, mais jusqu'à présent, personne n'a payé pour ces services. Au contraire, nous avons exploité le bois, mangé les animaux des forêts et converti la forêt en terres agricoles, parce que c'était plus profitable que de la préserver. C'est pourquoi il n'est pas surprenant que le concept qui consiste à faire payer pour que les forêts restent debout est accueilli avec beaucoup d'enthousiasme tant par les écologistes que par les habitants des forêts.

En effet, il peut modifier l'objectif même de la plupart des activités de conservation, jusqu'à présent axées sur des réseaux de zones protégées conçus pour préserver un échantillon représentatif de chaque habitat. Sous réserve de ressources suffisantes,

une telle approche pourrait préserver des populations durables d'espèces et certaines parties des écosystèmes, mais elle ne permettrait probablement pas d'en sauver suffisamment pour conserver les services écosystémiques dont nous avons besoin. Les zones protégées couvrent au mieux 15 % de la superficie d'un pays. Si vous deviez rendre visite à un patient hospitalisé avec une capacité pulmonaire inférieure à 15 %, ce serait probablement la dernière fois que vous le verriez en vie. Si les forêts sont les poumons de la planète, les zones humides en sont les reins et les autres écosystèmes jouent un rôle analogue à celui d'autres organes. La conservation doit avoir pour nouvel objectif de garantir la survie d'une parcelle minimale de chaque écosystème, suffisante pour préserver la santé de la biosphère, c'est-à-dire la mince pellicule de gaz et d'eau qui entretient la vie sur ce ballon rocheux sur lequel nous vivons.

C'est en partie en raison de cette connaissance du fonctionnement des forêts que le Gouvernement ougandais cherche actuellement un financement international pour encourager les propriétaires terriens privés à préserver les forêts situées entre les zones forestières protégées de l'Ouest de l'Ouganda. L'objectif primordial du projet est de mieux faire connaître le rôle des grands singes auprès des propriétaires terriens et du gouvernement, ainsi que leur rôle dans l'amélioration du bien-être des populations locales, notamment grâce au tourisme et aux services écologiques qui sont essentiels pour le développement économique. Qu'il s'agisse du carbone, de l'eau, de la biodiversité ou des investissements touristiques, il est dorénavant plus que jamais utile de préserver les forêts. Si elles sont bien gérées, cette nouvelle orientation politique permettra non seulement d'atténuer les changements climatiques dangereux, mais également la pauvreté parmi les habitants des forêts, en leur conférant un rôle de gardiens des forêts respecté de par le monde, tout en garantissant la survie du nombre infini d'espèces qu'abritent les écosystèmes des forêts tropicales.

La santé de la planète dépend des forêts tropicales, et celle des forêts dépend des primates, des éléphants et des oiseaux qui sèment la prochaine génération d'arbres. 

commercialiser la conservation

par Sara Scherr

La plupart de la biodiversité importante du monde se trouve en dehors des zones protégées, dans des mosaïques de territoires agro-forestiers, exploités et gérés par des communautés agricoles et autochtones. Certaines communautés possèdent ou contrôlent plus d'un quart des ressources forestières dans les pays en développement, et dans un grand nombre d'entre eux cette proportion s'accroît. En fait, on estime qu'un plus grand nombre de ressources forestières sont conservées de manière informelle par des communautés locales et autochtones que dans le cadre des systèmes officiels de zones protégées, alors que l'offre de produits forestiers tirés de l'agroforesterie n'a cessé d'augmenter. Ces communautés sont tributaires des arbres et des ressources forestières pour leur subsistance, y compris pour l'alimentation, les médicaments, les produits de consommation domestique et les matières premières destinées aux intrants agricoles, ainsi que pour la fourniture de services écosystémiques locaux, tels que l'eau propre et l'habitat pour les pollinisateurs sauvages des cultures. La conservation de ces ressources est une priorité autant pour eux que pour les écologistes et les forestiers.

Cependant, si cette tâche doit revenir aux populations locales, il est essentiel qu'elle rapporte des bénéfices financiers. Plus d'un milliard de personnes habitent dans les 25 points chauds de la biodiversité identifiés au départ par Conservation International, soit essentiellement des écosystèmes forestiers, et vivent pour la plupart en dessous du seuil de pauvreté : un quart d'entre eux son malnourris. L'exploitation des marchés pour vendre des produits et des services écosystémiques provenant des systèmes d'agroforesterie, ainsi que de la foresterie agricole et communautaire, peut accroître les revenus ruraux et favoriser une gestion agricole et forestière durable. Les petits exploitants agricoles et les communautés autochtones peuvent exploiter les divers créneaux que leur offrent leurs territoires pour ajouter de la valeur financière qui contribuera à la conservation de la biodiversité des écosystèmes, y compris les terres agricoles et les zones limitrophes, les zones protégées privées, les terres humides et les forêts communautaires.

La plupart des initiatives de foresterie communautaire portent essentiellement sur le renforcement « du filet de sécurité » que les forêts offrent aux pauvres. Mais dans l'ensemble elles ne les ont pas aidés à saisir les possibilités d'un marché en expansion, même si certaines qui demeurent largement inexploitées pourraient profiter aux producteurs à faibles revenus. Les communautés rurales possèdent des avantages réellement compétitifs pour la fourniture de certains produits forestiers et services écosystémiques, et le succès leur permet de se diversifier et d'accroître leurs revenus ainsi que leur sécurité de subsistance.

Ce sont les marchés domestiques des pays en développement qui affichent la plus forte demande de produits ligneux dans le monde. Ils peuvent offrir des

débouchés économiques importants à des centaines de millions de petits producteurs d'agroforesterie dans des créneaux commerciaux où ils disposent d'atouts compétitifs tels que le contrôle sur des ressources arboricoles ayant une valeur commerciale, une structure de coûts plus faible, une meilleure surveillance et protection et un label pour les consommateurs socialement responsables. Les petits exploitants agricoles ont plus de possibilités de vendre du bois de valeur élevée soit en tant que « outgrowers » pour les acheteurs industriels, soit en vendant du bois provenant de systèmes d'agroforesterie à des intermédiaires. Les agriculteurs situés dans les régions où les forêts sont rares et qui sont proches de pulperies peuvent bénéficier d'accords de type « outgrowers » pour la pulpe de bois alors que ceux qui se trouvent près des zones urbaines peuvent également être compétitifs sur certains marchés de produits ligneux et de combustibles bois. Les débouchés dans les produits ligneux traités concernent essentiellement le traitement préalable et le broyage pour la fourniture de produits de basse qualité, des créneaux que les producteurs industriels ne peuvent pas occuper efficacement, et les contrats concernant certaines opérations dans des industries intégrées verticalement.

Les marchés des services écosystémiques commencent également à offrir de nouvelles sources de revenus aux petits exploitants agricoles et aux communautés rurales. Les projets les plus importants sont dorénavant publics et axés essentiellement sur la protection des bassins versants, et rémunèrent les petits exploitants ruraux pour restaurer le couvert végétatif et améliorer les pratiques de conservation. De nouveaux marchés « cap-and-trade » sont créés par des réglementations environnementales qui fixent un plafond d'émissions, et autorisent les échanges privés de crédits, tels que les compensations carbone au titre du Mécanisme pour un développement propre du Protocole de Kyoto ou du système Mitigation Banking pour les zones humides. Ces mécanismes ont des règles complexes et souvent rigides, et il est ainsi difficile pour des communautés à faibles revenus d'y accéder, de les négocier et de les gérer. Des initiatives récentes, telles que celles en faveur de la réduction des émissions provenant de la déforestation et de la dégradation (REDD), s'efforcent de surmonter certaines de ces contraintes.

Les marchés volontaires en pleine expansion pour la compensation carbone, et la protection de la qualité de l'eau ou de la biodiversité, permettent plus de souplesse et de créativité en proposant des accords de paiement qui satisfont les besoins locaux et les divers contextes. Les acheteurs sont motivés soit par un intérêt purement commercial pour financer la protection de l'écosystème (par exemple une usine d'embouteillage d'eau ou une entreprise de tourisme écologique) ou par des objectifs de conservation « philanthropiques » (tels que consommateurs, entreprises « écologiques », ou organismes de conservation).



Les produits éco-certifiés offrent des débouchés commerciaux aux producteurs qui peuvent prouver que leurs pratiques de production sont bénéfiques pour l'environnement. Les communautés agricoles et forestières dans les zones de valeur écosystémique élevée peuvent bénéficier de ces nouveaux marchés et prélever une toute petite somme sur les services écosystémiques afin de financer des systèmes de production plus durables et rentables.

C'est en se positionnant sur le marché que de nombreuses communautés rurales ont pu collectivement réaliser leurs objectifs de conservation et de subsistance dans des paysages « éco-agricoles ». Par exemple :

- Une organisation communautaire située dans l'escarpement kikuyu du Kenya, la Kijabe Environmental Volunteers aide les agriculteurs à développer de nouveaux marchés pour le miel produit à l'aide de fourrages forestiers, les produits d'agroforesterie et l'éco-tourisme, complétant des initiatives en matière d'éducation et de gestion de la conservation pour protéger une forêt locale à forte biodiversité.
- Des organisations autochtones à Talamanca (Costa Rica), y compris ANAI, aident leurs membres à se constituer un portefeuille diversifié de bois éco-certifié, de denrées alimentaires et de produits de cultures arboricoles provenant d'agroforêts à forte biodiversité, qui servent de corridors biologiques pour les espèces protégées dans les parcs nationaux adjacents.
- Des communautés à faibles revenus d'une réserve de biosphère autochtone de Sierra Gorda (Mexique), tirent dorénavant des revenus d'activités durables liées à la production du bois et reçoivent des paiements volontaires pour les compensations carbone et la biodiversité, dans le cadre d'un programme à l'échelle du territoire intégrant moyens de subsistance et conservation de l'écosystème.

Les communautés rurales ont besoin d'un appui pour renforcer leurs entreprises locales et surmonter les barrières politiques, afin de pouvoir tirer suffisamment de bénéfices des marchés. Les producteurs doivent améliorer leur position sur le marché, renforcer leurs organisations et forger des partenariats commerciaux stratégiques pour mettre en place des entreprises commerciales viables. Ils doivent également s'organiser en entités plus grandes afin de devenir compétitifs en termes de volume et de quantité. Des partenariats stratégiques avec les entreprises privées et des ONG peuvent fournir l'assistance technique et les services commerciaux essentiels, l'éducation et la recherche, si nécessaire, et également réduire les risques du marché. Des investissements par les gouvernements, les ONG, et les acteurs du marché ainsi que les communautés elles-mêmes seront indispensables pour accroître les débouchés commerciaux et fournir des services commerciaux aux petits producteurs agricoles et investir dans le développement d'entreprises forestières régionales afin de combler les lacunes dans la chaîne de valeur pour les produits ligneux et pour cibler la recherche, l'éducation et la formation.

Les gouvernements doivent égaliser les chances des petits producteurs s'ils veulent réaliser des bénéfices commerciaux pour les millions d'habitants que comptent les communautés rurales. Pour cela, il faudra démanteler les barrières politiques qui désavantagent les petits producteurs et les producteurs autochtones, en limitant les réglementations, en créant un environnement commercial compétitif, équitable et ouvert et en faisant participer les organisations d'agriculteurs aux négociations sur les politiques forestières et commerciales. Des lois sont nécessaires pour rétablir et protéger les droits d'accès, d'exploitation et de gestion des forêts par les communautés, afin d'améliorer leurs mesures d'incitation ou leurs capacités de conservation, comme l'a fait récemment le Niger en adoptant des arrêtés municipaux. Les réglementations complexes profitent essentiellement aux élites locales : une réglementation trop lourde dans certains Etats indiens, exige par exemple des producteurs d'obtenir dix permis séparés pour vendre du bois, une tâche que de nombreux pauvres trouvent décourageante. Les règles doivent être simplifiées afin qu'ils puissent participer et en retirer des bénéfices et il faudra également définir des critères de qualité et de volume flexibles. De surcroît, toutes ces réformes ne pourront être efficaces si les représentants des communautés ne peuvent aussi faire entendre leur voix dans les instances qui décident des politiques commerciales. 





Forêts : Liens Utiles

Vous trouverez sur cette page des liens avec des sites Internet renvoyant à des sources variées : gouvernements, organisations internationales, organisations non gouvernementales, entreprises, médias et autres groupes du monde entier qui sont prêts à vous aider dans vos recherches sur les forêts. Nous avons compilé ces liens à partir de la quantité impressionnante d'informations disponibles sur la Toile afin de vous faciliter la tâche. La revue Notre Planète ne peut, cependant, faire siennes les opinions de ces groupes quels qu'ils soient et elle ne saurait garantir l'exactitude des renseignements affichés sur ces sites. Notre intention est plutôt de vous offrir un large éventail d'avis et de perspectives.

Diversification des activités

www.fsc.org

Le Conseil international de gestion forestière (FSC) établit des normes de foresterie responsable. Les produits portant le label FSC sont certifiés en toute indépendance pour garantir aux consommateurs qu'ils proviennent de forêts gérées de façon à répondre aux besoins sociaux, économiques et écologiques des générations présentes et futures.

www.conservation.org

La mission de Conservation International consiste à préserver le patrimoine vivant de la planète et à prouver que les hommes sont capables de vivre en harmonie avec la nature.

www.globalcanopy.org

Le programme Global Canopy est un pacte entre 29 institutions scientifiques de 19 pays qui viennent en tête au niveau mondial dans les domaines de la recherche, de l'éducation et de la conservation du couvert forestier.

www.ForestsNow.org

La « Déclaration pour des forêts maintenant » qui insiste sur la protection des forêts dans la lutte contre les changements climatiques a été signée par plus de 300 personnalités de haut niveau, y compris des dirigeants de pays riches en grandes forêts tropicales.



lutte pour la forêt pluviale

www.rainforest-alliance.org

La Rainforest Alliance dont le siège est à New York s'attache à préserver la diversité biologique et à garantir des moyens de subsistance durables en transformant les modes d'utilisation des terres, les pratiques commerciales et le comportement des consommateurs. L'Alliance collabore avec des personnes dont les moyens de subsistance dépendent de la terre de même qu'avec des sociétés, depuis les grandes multinationales jusqu'aux petites coopératives communautaires. Elle a pour objectif de mettre sur le marché mondial, qui exige désormais des produits durables, des biens et services produits par des méthodes responsables.

www.rainforestfoundation.org

La Rainforest Foundation a été créée en 1989 par le chanteur britannique Sting et sa femme, Trudie Styler, pour aider les populations autochtones et traditionnelles des forêts pluviales qui s'efforcent de protéger leur environnement et de faire valoir leurs droits. A cette fin, la fondation les aide à obtenir les ressources naturelles nécessaires à leur bien-être à long terme, à en garder la maîtrise et à les gérer de façon à ne pas nuire à leur environnement, renier leur culture ou compromettre leur avenir; elle leur apporte aussi un soutien pour développer les moyens leur permettant de protéger leurs droits individuels et collectifs et d'obtenir, de définir et de contrôler les services publics essentiels.

www.ran.org

Le Rainforest Action Network mène des campagnes de marché percutantes pour harmoniser les politiques des multinationales avec les mesures de protection de l'environnement avec l'appui de l'opinion publique. Ce réseau affirme qu'il a déjà aidé à convaincre des douzaines de sociétés — notamment Home Depot, Citigroup, Boise Cascade et Goldman Sachs — de modifier leurs pratiques, et qu'ainsi il a aidé à protéger des millions d'hectares de forêts au Canada, en Indonésie, au Brésil, au Chili et ailleurs.

www.unep.org

www.unep.org/GRASP – Le Projet pour la survie des grands singes (GRASP) est un partenariat entre le PNUE et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) qui a un défi immédiat à relever – éliminer la menace d'extinction imminente à laquelle sont confrontés les gorilles, les chimpanzés, les bonobos et les orangs-outangs dans toutes leurs aires de répartition d'Afrique équatoriale et d'Asie du Sud-Est. Le site Internet donne des informations sur le Projet GRASP, les activités en cours, les réunions et les évènements.

www.unep.org/billiontreecampaign – La Campagne pour un milliard d'arbres, lancée par le PNUE fin 2006, a servi de catalyseur à la plantation de près de 2,3 milliards d'arbres dans le monde. L'objectif est maintenant passé à 7 milliards d'arbres d'ici la fin de 2009. Sur le site Internet de la Campagne vous trouvez les chiffres les plus récents, des pages sur lesquelles tout un chacun peut promettre de planter des arbres ou indiquer ceux qu'ils ont déjà plantés, la « photo du jour » de l'un des millions de planteurs dans le monde, des faits, des chiffres, des conseils pour la plantation et bien davantage encore.

www.unep-wcmc.org – Le Centre mondial de surveillance de la conservation de la nature du PNUE (WCMC) est une collaboration entre le PNUE et le WCMC 2000, association philanthropique ayant son siège au Royaume-Uni. Le Centre a pour mandat d'évaluer et de mettre en lumière les nombreuses valeurs de la diversité biologique et de placer au cœur du processus décisionnel des connaissances fiables dans ce domaine. Le site Internet donne accès à des cartes interactives, des informations concernant les espèces et des outils informatiques.

www.unep-wcmc.org/forest/restoration/fris/default.aspx – Ce service d'information sur la remise en état des forêts est un service Internet ouvert à tous ayant pour but d'appuyer des projets de remise en état des forêts partout dans le monde et de faciliter l'échange de connaissances entre les différents projets.

www.climate-standards.org/index.html

L'Alliance pour le climat, les communautés et la biodiversité a établi une série de critères pour les projets concernant le carbone des forêts qui sont susceptibles d'atténuer les changements climatiques, de soutenir le développement durable et de conserver la biodiversité.

www.worldagroforestry.org

Le Centre mondial d'agroforesterie est le leader international de la recherche-développement dans ce domaine.

www.carbonpositive.net

Carbonpositive est une entreprise qui élabore des projets d'agroforesterie et de bioénergie durables dans les pays non industrialisés et qui gère, du début à la fin, les projets relevant du Mécanisme pour un développement propre.

www.cbf-fund.org

Le Fonds pour la forêt du Bassin du Congo, lancé en juin, a pour objectif d'appuyer des propositions novatrices pour que la forêt du Bassin du Congo ait plus de valeur sur pied qu'abattue.

www.cbfp.org

Le Partenariat pour la forêt du Bassin du Congo est un accord volontaire entre les gouvernements, le secteur privé, la société civile et des organismes de développement destiné à promouvoir le développement, la gestion et la conservation durables des écosystèmes forestiers de l'Afrique centrale.

www.greenbeltmovement.org

Le mouvement Ceinture Verte, fondé par Wangari Maathai, lauréate du Prix Nobel de la Paix en 2004, a débuté comme un programme local de plantation d'arbres pour devenir une organisation féminine importante de la société civile au Kenya.

www.globaltrees.org

Plus de 8 000 essences d'arbres, soit 10 % du total mondial, sont menacées de disparition. La Campagne mondiale pour les arbres a pour but d'aider à les préserver en promouvant leur conservation et leur utilisation rationnelle.

www.internationaltreefoundation.org

La Fondation internationale pour les arbres fournit des fonds pour aider les communautés à mettre un terme à la déforestation en favorisant la plantation et la protection des arbres aux niveaux national et international.

www.forestpeoples.org

Le Programme pour les populations forestières est une ONG internationale fondée en 1990 dans le but de promouvoir les droits des populations des forêts.

www.kinome.fr

Kinomé est une organisation française ayant spécifiquement pour mission de contribuer à la lutte contre la déforestation par des projets de reboisement et des mesures de conservation des forêts.

<http://reforestthetropics.org>

Reforest the Tropics est une organisation de recherche appliquée œuvrant pour atténuer le réchauffement mondial par des pratiques de foresterie durable et des méthodes de séquestration du carbone vérifiables à long terme.

Dans le vent



Ses produits, que caractérise une grande originalité teintée d'ironie — comme ses chaises Louis XV en plastique — ont fait de Philippe Starck l'un des plus célèbres designers du monde. Le designer français change maintenant radicalement d'orientation avec le premier de ses « produits écologiques démocratiques », une turbine éolienne miniature à installer sur le toit. Starck prétend que la turbine éolienne peut produire jusqu'à 80 % de l'énergie nécessaire à un ménage. D'une grande élégance, ses lames en plastique transparent la rendent pratiquement invisible sur un toit. Starck a d'autres produits verts à l'étude, notamment une voiture électrique, une mobylette écologique et un bateau qui fonctionne à l'hydrogène. « Toutes les occasions sont bonnes pour créer des produits écologiques de haute technologie à des prix abordables », dit-il. « Mais il est extrêmement important qu'ils soient beaux, parce que ce qui est écologique devrait être un plaisir, pas une punition ».

www.philippe-starck.com

Une idée qu'il est temps de concrétiser

La climatisation solaire semble une idée si évidente qu'elle aurait dû être développée depuis des années. Après tout, c'est lorsque le soleil brille que l'on a le plus besoin d'air conditionné. Greencore vient de mettre au point un climatiseur à énergie solaire qui peut conserver la fraîcheur d'une pièce de 10 m² environ avec un seul panneau solaire de 170 watts. C'est un système hybride, c'est-à-dire que les batteries peuvent aussi être rechargées sur le réseau quand il n'y a pas de soleil. Ce système serait actuellement à l'essai chez McDonald et dans la Marine américaine, signe que cette technologie est sans nul doute promise à un brillant avenir.

www.greencoreair.com



Un breuvage éthique



Les systèmes de certification toujours plus nombreux et offrant des garanties environnementales aux consommateurs occidentaux sont en passe de transformer les plantations de café du Pérou. La Rainforest Alliance, organisation dont le siège est à New York, met en œuvre un projet qui a pour but d'aider les cultivateurs de l'Est du Pérou à revenir aux méthodes de culture traditionnelles — en les amenant à abandonner les techniques dommageables de production intensive qu'ils avaient adoptées dans les années 70, lorsqu'ils déboisaient pour planter davantage de café. Outre ses avantages pour l'environnement, le système de certification exige que les cultivateurs respectent des normes précises de rémunération et de traitement des travailleurs. Le café certifié se vend entre 15 et 20 % plus cher, une partie des bénéfices étant consacrée au développement de l'infrastructure du pays. Actuellement 5,7 % de la production péruvienne de café est certifiée par la Rainforest Alliance et cette organisation a pour objectif d'arriver à 14 % d'ici à 2013.

www.rainforest-alliance.org

Une machine à laver sans eau

Une machine à laver qui n'utilise pratiquement pas d'eau, ce serait trop beau pour être vrai! Et pourtant la société britannique Xeros affirme qu'elle va en lancer une sur le marché du Royaume-Uni l'année prochaine. Cette machine à laver utiliserait à peine une tasse d'eau par cycle de lavage, soit moins de 2 % de la consommation d'eau et d'énergie d'une machine classique. La saleté et les taches des vêtements sont enlevés à l'aide de copeaux de plastique. Si la technologie de Xeros donne de bons résultats, vous pouvez imaginer les avantages extraordinaires que cela aura au niveau de la consommation de l'eau en Grande-Bretagne où l'emploi des machines à laver a augmenté de 23 % au cours des 15 dernières années. Un ménage britannique utilise en moyenne près de 21 litres d'eau pour la lessive, soit 35 litres d'eau par kilogramme de vêtements, d'après Waterwise, une organisation non gouvernementale qui s'efforce de réduire le gaspillage de l'eau dans le pays.

www.xerosltd.com



Du mobilier vert

Les consommateurs étant de plus en plus attentifs au coût écologique des meubles exotiques, on trouve toujours plus d'options vertes sur le marché. Le fabricant australien Jensen Leisure Furniture lance une nouvelle ligne de chaises et de tables réalisés en Ipe, un bois dur tropical provenant de forêts boliviennes certifiées conformes aux normes du Conseil international de gestion forestière (FSC). La société qui fournit le bois a été la première en Bolivie à obtenir la certification FSC en 1997. D'autres ont suivi, et 1,7 million d'hectares de forêts boliviennes sont maintenant certifiés, ce qui place ce pays immédiatement après le Brésil dans le domaine des forêts ayant la certification FSC en Amérique latine. Les exploitants de forêts certifiées FSC gèrent leurs terres de façon à assurer leur viabilité sur le long terme et à répondre aux critères environnementaux, sociaux et économiques. La région administrée par la société bolivienne est le refuge du tatou géant, du puma, du daim des marais, du caïman en voie d'extinction et de plusieurs espèces d'oiseaux menacés.

www.fsc.org



Danser pour la planète



Londres a eu un avant-goût de « discothèque écologique » avec l'inauguration de la boîte de nuit Surya en juillet. L'innovation la plus excitante de cet endroit est la piste de danse dite « piézoélectrique » qui, à l'aide de cristaux de quartz et de céramique, transforme les mouvements des membres du club en électricité : les mouvements des danseurs produisent à eux seuls 60 % de l'énergie nécessaire au fonctionnement du club, grâce à une technologie qui est également utilisée par le Club de danse durable de Rotterdam. Le reste de l'énergie dont a besoin le Surya est produit par une turbine éolienne et un système à énergie solaire. Le club a également des urinoirs sans eau, des toilettes avec chasse à petit débit et des robinets automatiques de façon à économiser l'eau au maximum. Autre innovation intéressante : le club offre l'entrée gratuite à quiconque peut apporter la preuve qu'il ou elle est venu(e) à pied ou en bicyclette.

www.club4climate.com

Recyclage du liège

Il serait temps que nous commençons à recycler nos bouchons de liège! Le monde commence à se rendre compte des nombreuses utilisations que peut avoir ce produit 100 % naturel et, sur tous les continents, des groupes communautaires, depuis les scouts et les écolocoles jusqu'aux ONG, sont de plus en plus nombreux à recycler les bouchons des bouteilles de vin. Le liège est entièrement biodégradable et réutilisable et il peut s'employer de mille et une manières au lieu de finir sur les décharges publiques. Le liège recyclé peut, entre autres, servir à recouvrir les sols des jardins d'enfants, être transformé en balles de hockey et de cricket, en sets de table et en dessous de verre, en semelles pour chaussures, en panneaux d'affichage et comme matériau d'isolation pour les murs et les plafonds. Il est particulièrement bien adapté pour le revêtement des sols : ses propriétés de résistance à l'usure en font un revêtement souple et ayant un excellent pouvoir d'isolation phonique et thermique. Les forêts de chêne-liège du Portugal accueillent également l'espèce en voie d'extinction, des lynx ibériques, qui y élèvent leurs petits. Elles constituent aussi une barrière d'importance cruciale contre la désertification.

www.ecofriendlyflooring.com/cork.html



des lumières dans la nuit

par Roberto S. Waack

Le champ de bataille a fait place au dialogue dans le monde de la foresterie. Les entreprises et les ONG, auparavant retranchées sur leurs positions d'attaque et de défense, s'efforcent désormais de trouver un terrain d'entente afin d'examiner progressivement les concepts divers et imprécis de la durabilité. Il s'agit d'un revirement total. Dans la recherche presque utopique d'un « consensus », un processus de prise de décision voit le jour sur la base du « consentement par le dialogue », pour remplacer le consentement traditionnel dicté par le pouvoir unilatéral des directives et décisions gouvernementales. Ni douloureux ni confortable, ce processus n'est même pas perçu comme efficace. Les discussions semblent s'éterniser et les résultats sont peu évidents.

C'est comme conduire la nuit sur une route non pavée. Petit à petit les conducteurs éclairent la voie. Parfois, une lueur aveuglante éblouit le groupe. Plus souvent, un ensemble de petits spots lumineux brillent dans la même direction et illuminent le chemin. Les processus et forums de négociation constituent une démarche conjointe pour ouvrir la voie de la durabilité, dans le but de non pas déboucher sur un objectif particulier mais d'améliorer les processus de production et d'innover sans cesse. Mieux la route est éclairée, plus il est possible d'aller vite et plus l'on obtient de résultats.

L'expansion impressionnante du Conseil de bonne gestion des forêts (FSC) qui certifie la gestion durable des forêts, depuis son lancement voilà près de 15 ans, donne la mesure de ces progrès. Les forêts certifiées par le FSC se sont multipliées par dizaine en moyenne au cours des cinq dernières années, et représentent dorénavant plus de 100 millions d'hectares dans plus de 78 pays, soit l'équivalent de 7 % des forêts identifiées comme essentielles à des fins de production. Les entreprises dont le chiffre d'affaires combiné est évalué à 250 milliards de dollars de produits ligneux se sont engagées envers la certification. Maintenant, plus de 9 000 détenteurs de certificats dans le monde vendent à peu près l'équivalent de 20 milliards de dollars par an de produits certifiés. Toutefois, il est encore trop tôt pour se réjouir. Tous les ans, une superficie de la taille de la Belgique disparaît pour rejoindre la moitié des forêts du monde qui sont déjà perdues. Et pourtant, plus de 90 % des 1,2 milliard d'habitants qui vivent dans l'extrême pauvreté sont tributaires des forêts pour une partie de leurs moyens de subsistance.

Toute opération forestière certifiée doit être conforme aux lois internationales, nationales et locales ainsi qu'aux principes du FSC, respecter les droits et responsabilités en matière d'occupation et d'exploitation, les droits des populations autochtones et des travailleurs, maintenir des contacts avec les communautés, générer des bénéfices multiples à partir de la forêt, gérer et limiter l'impact pour l'environnement, compiler et suivre un plan de gestion, surveiller et évaluer l'impact de la gestion forestière et préserver la valeur écologique élevée des forêts. Tout ceci bien sûr doit se faire en garantissant un accès équitable aux bénéfices de la certification ainsi qu'à l'aide d'un mécanisme qui assure intégrité, crédibilité et transparence.

La multiplication des nouveaux systèmes de gouvernance multipartites, utilisant le FSC comme critère, a considérablement modifié la prise de décision aux niveaux gouvernemental et privé. Des concepts tels que la certification par un tiers, la vérification, le contrôle indépendant, la définition de principes et de critères font dorénavant partie des décisions stratégiques. Cette nouvelle orientation procède d'une triple base, à savoir une nouvelle forme de génération de connaissances, le dialogue et la communication avec la société. Jamais auparavant une telle quantité de connaissances n'avait été produite sur les incidences sociales et



environnementales des activités humaines. Les recherches effectuées par la société civile contrastent avec le monde universitaire, et lui ouvre des perspectives.

La prolifération de ces projets de gouvernance multipartites suscite un débat intense. Cela s'explique en partie par l'inefficacité des gouvernements à incorporer les demandes socio-environnementales de manière équilibrée dans le cadre juridique formel. Pour compliquer encore les choses, la mondialisation impose des modèles de gouvernance à l'échelon supra-national. La légalité en matière de commerce international ne suffit plus, et la nécessité d'aller au-delà constitue la principale force motrice des nouveaux modèles forestiers multipartites prenantes. Le bois tropical en est un exemple. La gestion durable des forêts tropicales, à savoir limiter la déforestation en créant des richesses à partir des produits forestiers, évitant ainsi le défrichage des forêts au profit d'autres utilisations de la terre, est probablement la solution la plus efficace pour consolider ce que l'on appelle l'économie des forêts tropicales. De nombreux pays ont choisi d'utiliser du bois certifié provenant de la foresterie durable pour la passation de marchés publics et le contrôle des produits forestiers importés.

L'un des problèmes majeurs du monde tropical réside dans son environnement institutionnel de mauvaise qualité. Le cadre juridique est fragile et la plupart du temps, il n'est pas appliqué. L'exploitation des terres et la propriété foncière ne sont pas clairement définies, donnant lieu à toutes sortes de conflits et de mauvaises utilisations des forêts. L'approche du FSC constitue un élément important car elle garantit le respect des droits de propriété. Il en va de même



s'agissant du respect des droits des populations autochtones et de l'incorporation régulière de systèmes de gestion sociale et environnementale dans les activités sur le terrain.

Les principes et critères du FSC soulignent que les gouvernements et les organisations supra-gouvernementales sont importantes pour l'institutionnalisation des nouvelles règles sociales et environnementales, mais qu'ils ne sont plus essentiels à leur élaboration. Des accords entre les parties prenantes du FSC se substituent progressivement à la pratique qui consiste à faire pression sur les instances législatives, des principes et critères de portée plus vaste étant appliqués à l'échelon international. On aboutit à un ensemble plus cohérent et volumineux de règles utilisées par les gouvernements, les producteurs et les marchés.

La compensation pour présenter des produits et des marques à un système multipartites prenantes de certification est l'un des éléments essentiels de cette nouvelle orientation. Différentes approches tentent de comprendre pourquoi il est intéressant de participer à ces mécanismes complexes. La réputation est essentielle tout comme la légitimité. Les entreprises espèrent surtout que grâce à un label de certification, elles pourront vendre au prix fort, et en effet, le bois tropical certifié FSC s'écoule sur les marchés d'Europe du Nord à des prix de 10 à 30 % supérieurs aux produits non certifiés. Et cela, malgré l'ignorance du consommateur final ou son refus de payer plus pour un produit doté de composantes sociales et environnementales inhérentes propres. Il faut donc avoir recours à une stratégie de communication extrêmement sophistiquée, faisant

appel à la conscience du consommateur. Dorénavant, le débat sur la durabilité et le réchauffement planétaire concernent, sans aucun doute la majorité des consommateurs dans le monde, mais des progrès doivent encore être faits : accepter de payer un prix élevé pour un produit « durable » et, ce qui est plus difficile, comprendre la prolifération et la complexité des systèmes et labels de certification et de vérification.

Les prix forts sont étroitement liés à la réputation et à la légitimité dans les transactions entre entreprises. C'est là que se détermine la valeur, pas seulement en termes de prix plus élevés, mais également comme l'unique possibilité d'accéder au marché dans certaines situations. En outre, dans de nombreux cas, la certification sert de stratégie de différenciation. Le rapport avec le secteur financier est également important. Les produits forestiers peuvent être tracés, suivis, vérifiés et certifiés, ce qui non seulement améliore leur réputation mais en fait également des investissements moins risqués. Des principes, critères, normes et indicateurs débouchent sur de nouvelles routines productives et administratives, soumises à des contrôles indépendants et à des exigences d'amélioration continue.

Légitimité, réputation, diversification, atténuation des risques, accès au marché et prix forts sont les mots clés du développement de la foresterie durable, qui constitue une solution de remplacement incontournable pour les forêts des tropiques et un processus d'intégration décisif pour les plantations du Sud et les forêts tempérées du Sud et du Nord. 

huile de palme

par Rudy Lumuru and Norman Jiwan

L'huile de palme est-elle une bénédiction ou une malédiction? Les gouvernements ont tendance à la considérer comme une bénédiction car l'exploitation de ce produit rapporte des devises qui, à leur tour permettent d'acheter des machines, de la technologie et d'autres biens de production et de soutenir le développement économique et social. Elle a de nombreuses utilisations pour une grande diversité de produits et elle est de plus en plus utilisée en tant que biocarburant dans le monde. Par contre, le développement des plantations de palmiers à huile a entraîné un phénomène de déforestation, la destruction des écosystèmes, une perte de biodiversité, des violations des droits fonciers, la corruption, la répression et la disparition des moyens de subsistance des communautés locales et des populations autochtones.

La culture du palmier à huile et l'industrie qui y est associée sont dorénavant au cœur de l'économie de l'Indonésie, pays de 222 millions d'habitants, dont 30 à 60 millions sont tributaires des forêts. Ce pays qui comprend cinq grandes îles et plus de 17 000 plus petites, abrite un dixième des forêts tropicales de la planète, ainsi qu'une vaste biodiversité, regroupant 10 % de toutes les espèces de plantes du monde, 12 % de ses mammifères, 16 % de ses reptiles et 17 % de ses espèces d'oiseaux.

Par contre, le palmier à huile (*Elais guineensis*) n'est pas une plante autochtone. Importé d'Afrique de l'Ouest par les autorités coloniales hollandaises en 1848, il a pour la première fois pris racine dans les jardins botaniques de Bogor, sous forme de quatre jeunes plants. La première plantation commerciale à grande échelle a été créée bien plus tard, en 1911, dans le Nord de Sumatra. Il existe maintenant un réseau énorme et complexe d'entreprises contrôlées par plus de 32 sociétés nationales et multinationales et groupements de plantations, possédant plus de 700 filières dans 23 provinces où l'huile de palme est en plein développement, faisant de l'Indonésie le premier producteur mondial.

Le palmier à huile est cultivé en monoculture, et il est souvent nécessaire de défricher entièrement les terres et de faire disparaître les écosystèmes, ce qui est



dévastateur pour l'environnement, irresponsable du point de vue social et n'est même pas profitable pour le commerce. Il est l'une des principales causes de déforestation en Indonésie, avec approximativement 600 000 à 1 million d'hectares plantés chaque année. Compte tenu de l'expansion rapide et considérable des plantations de palmiers à huile, il est difficile d'éviter des impacts notables sur les écosystèmes restants, y compris les habitats menacés d'espèces rares et en voie de disparition tels que l'orang-outan, le tigre de Sumatra et l'éléphant. Une telle déforestation augmente également les émissions de gaz à effet de serre dans le monde tout comme, selon de récents rapports polémiques, la conversion en plantations des terres et forêts à tourbières, ébranlant les affirmations soutenant que l'huile de palme est neutre du point de vue carbonique.

En juillet 2008, on recensait 514 conflits permanents connus suscités par des questions foncières et le ressentiment des communautés à l'égard du développement des plantations de palmiers à huile en Indonésie. Ces conflits non résolus s'aggraveront au fur et à mesure que les politiques dépouilleront un plus grand nombre de communautés locales et de populations autochtones de leurs terres et de leurs moyens de subsistance. On croit à tort que les plantations génèrent plus de possibilités d'emplois et un meilleur travail. En fait chaque 100 hectares de palmiers à huile n'emploie que 36 travailleurs par an. Le salaire minimum qui varie au niveau régional ne suffit pas à satisfaire les besoins de base, le travail des enfants est banalisé et les grèves de plus de trois jours se soldent par des licenciements. Les mesures d'hygiène et de sécurité sont inadaptées, la formation insuffisante, notamment dans le domaine de la manutention et de l'application de substances agrochimiques, où les droits en matière de procréation des travailleuses ne sont pas respectés car elles sont exposées à des niveaux dangereux du point de vue biologique.

Sawit Watch a effectué des recherches sur l'acquisition de terres destinées à des plantations de palmiers à huile dans trois provinces, en collaboration avec le Forest Peoples Programme au Royaume-Uni, HuMA (l'Association pour une



réforme juridique à base communautaire et écologique) et le Centre mondial d'agroforesterie (ICRAF)¹, et analysé de manière approfondie le cadre juridique indonésien et les politiques en matière d'acquisition des terres. Ces recherches ont mis en évidence l'existence de lois qui ne protègent pas les droits des populations autochtones alors qu'elles encouragent l'expropriation des terres pour des projets commerciaux dans « l'intérêt national »; une absence de réglementation, qui rend vagues les procédures de reconnaissance des droits fonciers collectifs détenus par les communautés; une faiblesse institutionnelle, tant au niveau des autorités nationales foncières que de la bureaucratie de district, qui rend également difficile la reconnaissance des droits coutumiers; ainsi que des politiques nationales et régionales et des processus de planification spatiale favorisant la conversion des forêts et des terres traditionnelles en plantations de palmiers à huile pour accroître les revenus au niveau national et des districts.

Si l'Indonésie continue de planter des palmiers à huile pour produire des biocarburants, les marchés doivent garantir que son développement futur s'accompagne de mesures soucieuses de l'environnement et respecte suffisamment les lois internationales qui ont été ratifiées, les droits coutumiers ainsi que le principe d'un consentement libre, préalable et en connaissance de cause. Elle doit s'efforcer de réduire au minimum la violence et de l'éviter dans les relations avec les communautés locales qui vivent autour des plantations. Elle doit mettre un terme à la conversion des forêts primaires et autres écosystèmes de grande valeur, contrôler efficacement la pratique du brûlis et imposer une politique d'élimination totale de celui-ci, évaluer et retirer les certificats pour l'huile de palme lorsque la terre est légitimement contestée par les communautés locales, élaborer des dispositions plus rigoureuses en faveur des droits des travailleurs et garantir le respect de l'égalité des sexes.

Le cadre fondamental de la production durable d'huile de palme et, notamment, les principes de la table ronde pour une huile de palme durable (RSPO) intègrent

une gestion et des mesures juridiques économiquement viables, adaptées du point de vue de l'environnement et bénéfiques d'un point de vue social. Pour être durable, la production d'huile de palme doit éviter la conversion d'écosystèmes à grande valeur écologique, vierges et intacts, abritant une biodiversité précieuse, des espèces rares ou en voie de disparition, des paysages forestiers, une identité culturelle ainsi que des services de base fournis par la nature, tels que des moyens de subsistance et des plantes médicinales pour les populations locales. Les conflits portant sur les impacts actuels et les litiges fonciers non résolus peuvent être évités et ceux-ci doivent être résolus, si les communautés locales et les populations autochtones veulent développer la culture du palmier à huile sur leurs terres. Les entreprises devraient s'assurer que leurs moulins ainsi que toutes leurs plantations ont reçu l'autorisation et l'approbation des communautés locales et des populations autochtones, et que les accords conclus respectent le principe du consentement libre, préalable et en connaissance de cause. Elles doivent également commencer à identifier et à promouvoir des approches du développement de la culture du palmier à huile fondées sur les droits de l'homme. A cet effet, il est nécessaire de protéger et de renforcer les droits civiques, politiques, socio-économiques et culturels des populations qui sont les plus touchées.

Une production d'huile de palme responsable ne doit pas avoir recours au travail forcé, au travail des enfants, à des pratiques illégales et discriminatoires, et être soucieuse des questions concernant plus particulièrement les femmes telles que la violation de leurs droits, la discrimination et le harcèlement. Dans le cas contraire, les entreprises et les moulins doivent proposer des recours efficaces et positifs qui débouchent sur des solutions durables à tout problème concernant les pratiques juridiques, sociales et environnementales. Les normes de durabilité et les projets de certification devraient mobiliser les forces du marché en faveur des entreprises, de l'environnement et des pauvres. 

STING



Ilya de celavingtans, Gordon Matthew Thomas Sumner, fils d'un laitier du Nord de l'Angleterre, est devenu l'une des premières célébrités à faire campagne pour l'environnement. Depuis, beaucoup l'ont suivi, mais peu ont fait autant que lui. Sting, comme il est universellement connu, a mis sur pied la Fondation Rainforest, qui œuvre dans 20 pays, aidant les communautés autochtones et locales à protéger plus de 100 000 km² de quelques-uns des écosystèmes les plus importants de la planète.

« Cela remonte à mon enfance », se souvient-il, « j'ai toujours été fasciné par l'Amérique du Sud pendant les cours de géographie à l'école. »

Cela se passait dans les années 50. Il a grandi dans un appartement au-dessus d'une sandwicherie à Wallsend on Tyne, près de Newcastle. Issu d'un milieu modeste, il a été élevé dans un « système de castes rigide », selon sa propre expression, n'offrant aucune mobilité sociale. Suffisamment brillant pour entrer à l'université, il a cependant renoncé à ses études après un trimestre, et s'est mis à exercer différents métiers : creuseur de tranchée, chauffeur d'autobus, employé de bureau et, enfin, enseignant.

Parallèlement, il jouait dans les orchestres locaux. Un soir, il est monté sur scène arborant un pull à rayures horizontales noires et jaunes, tricoté pour lui par une amie. Les autres membres du groupe, jugeant qu'il ressemblait à une abeille, l'ont surnommé 'Sting'. Ce nom lui est resté collé à la peau et c'est sous ce pseudonyme qu'il a atteint à la notoriété mondiale en 1977 lorsque son groupe nouvelle vague « The Police » a envahi la scène musicale. Dans les six années qui suivirent, le groupe sortit cinq albums en tête des hit-parades et gagna six Grammy. Depuis qu'il se produit seul, Sting a vendu plus de 50 millions de disques.

Son intérêt pour l'environnement, le développement et les droits de l'homme s'est manifesté très tôt, et on le trouve narrant un drame musical sur les forêts vierges, lançant des chansons sur la faim et participant à deux tournées mondiales avec Amnesty International. Mais ce n'est qu'en 1988 que, avec sa femme Trudie Styler, lorsqu'ils ont été invités en Amazonie, la fascination qu'il avait éprouvée dans son enfance a enfin trouvé à s'exprimer.

« J'étais en tournée au Brésil. Je n'avais vraiment pas envie d'aller dans la jungle, mais Trudie, elle, voulait y aller et j'ai dit 'd'accord'. Là-bas, nous avons rencontré une tribu, et dès qu'ils ont su que j'étais chanteur, ils m'ont demandé si je pouvais les aider à protéger leurs terres. Je ne savais pas comment m'y prendre. Ma femme m'a dit : 'Eh bien, nous n'avons qu'à créer une fondation.' »

La tribu en question était les Kayapo. Sting et leur chef Raoni ont parcouru 14 pays en 28 jours pour défendre leur cause. « Ce sont vraiment des gens exceptionnels, extraordinaires » disait le chanteur à cette époque. « Avant que j'aie dans la jungle, j'avais les mêmes préjugés que tout le monde, que nous sommes civilisés et qu'ils sont primitifs. Mais c'est faux, ce sont des gens très évolués, à tel point qu'ils peuvent vivre dans leur milieu sans le détruire. Nous autres, nous ne sommes pas du tout civilisés. Nous sommes stupides. Nous ne pouvons pas mettre le feu à notre garde-manger et compter assouvir notre faim le lendemain. »

En 1993, la Fondation Rainforest a contribué à obtenir une reconnaissance légale pour plus de 27 000 km² de terres Kayapo. « Pouvoir ainsi démarquer un énorme territoire et le protéger nous a donné l'assurance nécessaire pour continuer », dit Sting. Des concerts de bienfaisance à l'appui de cette cause ont permis de mobiliser chaque année 25,8 millions de dollars.

La Fondation s'intéresse à la fois aux droits de l'homme et à l'environnement, insistant sur le fait que la meilleure manière de protéger la forêt vierge est de permettre aux peuples autochtones de contrôler et gérer leurs terres. Depuis peu, la Fondation s'intéresse également à la contribution de la déforestation au changement climatique.

Sting et sa Fondation ont toutefois récemment fait l'objet de critiques, le chanteur pour l'ampleur de ses propres émissions de carbone et la Fondation pour être lente à décaisser des fonds. Sting a promis qu'il s'efforcera de réduire son empreinte écologique. Quant à la Fondation, les choses y ont changé.

« Nous sommes engagés dans un combat, et ce n'est jamais fini », dit-il. « Nous luttons depuis 20 ans, mais nous sommes toujours là ».
GL.



www.unep.org/ourplanet